

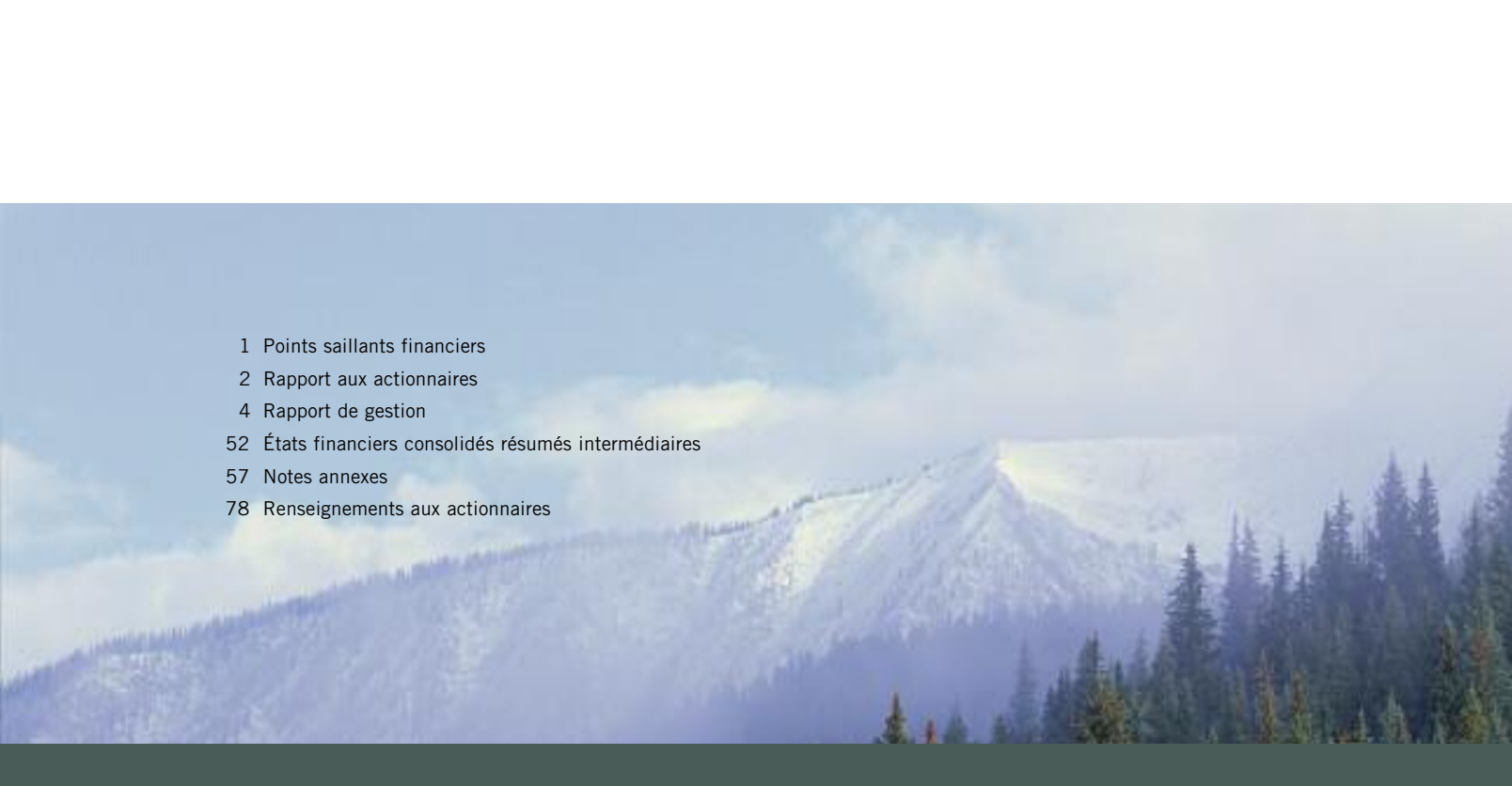


Rapport du deuxième trimestre

POUR LE SEMESTRE CLOS
LE 30 JUIN 2011

S O L I D I T É | V I S I O N | C R O I S S A N C E





1	Points saillants financiers
2	Rapport aux actionnaires
4	Rapport de gestion
52	États financiers consolidés résumés intermédiaires
57	Notes annexes
78	Renseignements aux actionnaires

Avertissement à l'égard des déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport annuel, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats opérationnels de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, la performance et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjonction économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques d'illiquidité des marchés et de financement, des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs (y compris l'adoption des Normes internationales d'information financière), des risques opérationnels et liés à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la

capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulés ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

Mesures financières non définies par les IFRS

Le présent rapport contient des mesures financières non définies par les IFRS. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure financière conforme aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), peut être divisé en deux composantes :

- le résultat opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Les termes se rapportant à des mesures financières non définies par les IFRS comprennent, sans s'y limiter, les termes suivants : « résultat opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires », « résultat opérationnel par action », « rendement opérationnel des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires » et d'autres termes semblables, lesquels sont utilisés pour fournir à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles visant à évaluer la performance. Également, le « bénéfice avant intérêts et impôt (BAII) » et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (BAIIA) » sont des mesures financières non définies par les IFRS utilisées afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placements des mesures additionnelles pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne sont pas directement comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Veuillez consulter les rapprochements appropriés de ces mesures financières non définies par les IFRS avec les mesures prescrites par les IFRS.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

<i>(non audité)</i>	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN			SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN			
	2011	2010	VARIATION (%)	2011	2010	VARIATION (%)	
Résultat net attribuable							
aux actionnaires ordinaires <i>(en M\$)</i>	216,9 \$	178,3 \$	21,7 %	428,7 \$	370,0 \$	15,9 %	
Résultat dilué par action	0,84	0,68	23,5	1,65	1,40	17,9	
Rendement des capitaux propres				20,4 %	17,8 %		
Dividendes par action	0,5125	0,5125	–	1,025	1,025	–	
Total de l'actif géré¹⁾ <i>(en M\$)</i>				130 159 \$	115 694 \$	12,5 %	
Groupe Investors							
Fonds communs de placement				62 158	55 468	12,1	
Mackenzie							
<i>Fonds communs de placement</i>				43 601	38 867		
<i>Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes</i>				25 206	22 020		
Total				68 807	60 887	13,0	
Counsel							
Fonds communs de placement				2 845	2 171	31,0	
Ventes de fonds communs de placement et ventes institutionnelles <i>(en M\$)</i>							
Pour le trimestre clos le 30 juin 2011							
Ventes brutes				1 405 \$	2 684 \$	134 \$	3 961 \$
Ventes nettes (rachats nets)				(145)	(173)	52	(486)
Pour le semestre clos le 30 juin 2011							
Ventes brutes				3 451 \$	6 170 \$	302 \$	9 537 \$
Ventes nettes (rachats nets)				359	(52)	125	133

1) Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,7 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (2,8 G\$ au 30 juin 2010).

2) Le total des ventes brutes et des ventes nettes pour le trimestre clos le 30 juin 2011 exclut un montant de 262 M\$ et de 220 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel.

Le total des ventes brutes et des ventes nettes pour le semestre clos le 30 juin 2011 exclut un montant de 386 M\$ et de 299 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel.

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

RÉSULTATS FINANCIERS

Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2011 s'est établi à 216,9 M\$, ou 84 cents par action, comparativement à 178,3 M\$, ou 68 cents par action, en 2010. Il s'agit d'une augmentation de 23,5 % par action.

Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le semestre clos le 30 juin 2011 s'est établi à 428,7 M\$, ou 1,65 \$ par action, comparativement à 370,0 M\$, ou 1,40 \$ par action, en 2010. Il s'agit d'une augmentation de 17,9 % par action.

Les produits pour le trimestre clos le 30 juin 2011 se sont établis à 710,2 M\$, comparativement à 636,7 M\$ à l'exercice précédent. Les produits pour le semestre clos le 30 juin 2011 se sont établis à 1,43 G\$, comparativement à 1,30 G\$ à l'exercice précédent. Les charges se sont chiffrées à 427,0 M\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 398,6 M\$ à l'exercice précédent, et à 860,1 M\$ pour le semestre comparativement à 798,6 M\$ en 2010.

Au 30 juin 2011, le total de l'actif géré s'élevait à 130,2 G\$. Il s'agit d'une hausse de 12,5 % par rapport au total de l'actif géré de 115,7 G\$ au 30 juin 2010.

ACTIVITÉS DU GROUPE INVESTORS

Au 30 juin 2011, le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience au sein du Groupe Investors se chiffrait à 2 659, en hausse par rapport à 2 655 au 31 mars 2011. Le nombre de conseillers du Groupe Investors était de 4 592 au 30 juin 2011, ce qui représente une hausse comparativement à 4 586 au 31 mars 2011.

Les ventes de fonds communs de placement pour le deuxième trimestre se sont élevées à 1,41 G\$, comparativement à 1,32 G\$ à l'exercice précédent, et les rachats nets de fonds communs de placement pour le deuxième trimestre ont totalisé 145 M\$, comparativement à des rachats nets de 103 M\$ à l'exercice précédent.

Les ventes de fonds communs de placement pour le semestre clos le 30 juin 2011 se sont élevées à 3,45 G\$, comparativement à 3,20 G\$ à l'exercice précédent, et les ventes nettes de fonds communs de placement ont totalisé 359 M\$, comparativement à 458 M\$ à l'exercice précédent.

Le taux de rachat en glissement sur douze mois (exception faite des fonds du marché monétaire) s'établissait à 8,5 % au 30 juin 2011, comparativement à 8,4 % au 31 mars 2011 et à 8,3 % au 31 décembre 2010.

Au 30 juin 2011, l'actif géré des fonds communs de placement s'élevait à 62,2 G\$, comparativement à 55,5 G\$ au 30 juin 2010, ce qui représente une augmentation de 12,1 %.

ACTIVITÉS DE MACKENZIE

Le total des ventes pour le deuxième trimestre de 2011 s'est établi à 2,68 G\$, comparativement à 3,34 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets ont totalisé 173 M\$ au deuxième trimestre, comparativement à des rachats nets totaux de 516 M\$ à l'exercice précédent.

Le total des ventes pour le semestre clos le 30 juin 2011 s'est établi à 6,17 G\$, comparativement à 6,57 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets ont totalisé 52 M\$, comparativement à des rachats nets totaux de 415 M\$ à l'exercice précédent.

Au 30 juin 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 68,8 G\$, soit une augmentation de 13,0 %, comparativement à 60,9 G\$ au 30 juin 2010. L'actif géré des fonds communs de placement totalisait 43,6 G\$ au 30 juin 2011, comparativement à 38,9 G\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 12,2 %.

ACTIVITÉS D'INVESTMENT PLANNING COUNSEL

Au 30 juin 2011, l'actif administré s'établissait à 17,6 G\$, comparativement à 11,9 G\$ au 30 juin 2010. Au 30 juin 2011, l'actif géré des fonds communs de placement de Counsel Portfolio Services Inc. (« Counsel ») se chiffrait à 2,8 G\$, comparativement à 2,2 G\$ au 30 juin 2010.

Les ventes de fonds communs de placement de Counsel au deuxième trimestre de 2011 se sont établies à 134 M\$, comparativement à 115 M\$ en 2010, et les ventes nettes de fonds communs de placement ont totalisé 52 M\$, comparativement à des ventes nettes de 33 M\$ à l'exercice précédent.

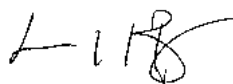
Les ventes de fonds communs de placement de Counsel au cours du semestre clos le 30 juin 2011 se sont établies à 302 M\$, comparativement à 247 M\$ en 2010, et les ventes nettes de fonds communs de placement ont totalisé 125 M\$, comparativement à des ventes nettes de 94 M\$ à l'exercice précédent.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration a annoncé une hausse de 2,50 cents du dividende trimestriel par action, lequel passe de 51,25 cents à 53,75 cents par action à l'égard des actions ordinaires de la Société et un dividende de 0,36875 \$ par action à l'égard des actions privilégiées de premier rang de série B à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société. Le dividende à l'égard des actions ordinaires sera versé le 31 octobre 2011 aux actionnaires inscrits au 30 septembre 2011, tandis que le dividende à l'égard des actions privilégiées sera versé le 31 octobre 2011 aux actionnaires inscrits au 30 septembre 2011.

Au nom du conseil d'administration,

*Le coprésident et chef
de la direction de la
Société financière IGM Inc.*



Murray J. Taylor

Le 4 août 2011

*Le coprésident et chef
de la direction de la
Société financière IGM Inc.*



Charles R. Sims

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats opérationnels et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 30 juin 2011 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc. et au rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2011 de la Société financière IGM Inc. déposés sur le site www.sedar.com. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 30 juin 2011 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date est daté du 4 août 2011.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public, soit les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 1 des états financiers intermédiaires).

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats opérationnels de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant

permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les activités, la performance et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques d'illiquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs (y compris l'adoption

des Normes internationales d'information financière), des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats opérationnels consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 30 juin 2011, le total de l'actif géré se chiffrait à 130,2 G\$, comparativement à 115,7 G\$ au 30 juin 2010 et à 129,5 G\$ au 31 décembre 2010.

Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2011 s'est établi à 216,9 M\$, ou 84 cents par action, comparativement à 178,3 M\$, ou 68 cents par action, pour le deuxième trimestre de 2010. Il s'agit d'une augmentation de 23,5 % par action.

Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le semestre clos le 30 juin 2011 s'est établi à 428,7 M\$, ou 1,65 \$ par action, comparativement à 370,0 M\$, ou 1,40 \$ par action, pour le semestre correspondant de 2010. Il s'agit d'une augmentation de 17,9 % par action.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,4 G\$ au 30 juin 2011, comparativement à 4,3 G\$ au 31 décembre 2010. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour le semestre clos le 30 juin 2011 s'est chiffré à 20,4 %, comparativement à 17,8 % en 2010. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au deuxième trimestre de 2011 est resté au même niveau qu'au premier trimestre de 2011, soit 51,25 cents.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure financière conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le résultat opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Les résultats opérationnels attribuables aux actionnaires ordinaires, les résultats opérationnels dilués par action et le rendement opérationnel des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le bénéfice avant intérêts et impôt (le « BAII ») et le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (le « BAIIA ») sont également des mesures financières non définies par les IFRS. Le BAII et le BAIIA sont des mesures de rechange du rendement utilisées par la direction, les

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES			SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010
BAIIA – Mesure non définie par les IFRS	388,7 \$	398,6 \$	347,7 \$	787,3 \$	723,3 \$
Amortissement des commissions	(70,7)	(72,5)	(73,6)	(143,1)	(148,3)
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles et autres	(8,6)	(8,4)	(8,4)	(17,1)	(16,6)
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(26,2)	(30,4)	(27,6)	(56,6)	(55,0)
Résultat avant impôt sur le résultat	283,2	287,3	238,1	570,5	503,4
Impôt sur le résultat	(64,1)	(73,3)	(57,6)	(137,4)	(127,7)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)	(2,2)	(2,2)	(4,4)	(5,7)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	216,9 \$	211,8 \$	178,3 \$	428,7 \$	370,0 \$

investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Se reporter aux rapprochements pertinents de ces mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS, présentés dans les tableaux 1 à 4.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- le Groupe Investors
- Mackenzie
- les Activités internes et autres

La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du BAI, comme il est indiqué aux tableaux 2, 3 et 4. Les résultats opérationnels par secteur

sont présentés de façon distincte dans les sections intitulées « Revue des résultats opérationnels par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2, 3 et 4 ne sont pas attribués aux secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme. La variation des charges d'intérêts pour toutes les périodes correspondantes reflète le remboursement des débetures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, le 9 mai 2011. La variation des charges d'intérêts pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011 comparativement à 2010 reflète également l'émission de 200 M\$ de débetures à 6,00 % le 9 décembre 2010.
- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 5.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. Toute

TABLEAU 2 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010
Produits								
Produits tirés des honoraires	404,3 \$	375,2 \$	219,7 \$	210,0 \$	44,7 \$	31,4 \$	668,7 \$	616,6 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,8	(6,2)	4,1	3,0	24,6	23,3	41,5	20,1
	417,1	369,0	223,8	213,0	69,3	54,7	710,2	636,7
Charges								
Commissions	124,9	119,0	73,8	72,6	30,2	20,4	228,9	212,0
Frais autres que les commissions	92,1	83,6	69,2	67,1	10,7	8,3	172,0	159,0
	217,0	202,6	143,0	139,7	40,9	28,7	400,9	371,0
Résultat avant intérêts et impôt	200,1 \$	166,4 \$	80,8 \$	73,3 \$	28,4 \$	26,0 \$	309,3	265,7
Charges d'intérêts							26,1	27,6
Résultat avant impôt sur le résultat							283,2	238,1
Impôt sur le résultat							64,1	57,6
Résultat net							219,1	180,5
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires							216,9 \$	178,3 \$

TABLEAU 3 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
CUMUL ANNUEL DE 2011 PAR RAPPORT AU CUMUL ANNUEL DE 2010

Semestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010
Produits								
Produits tirés des honoraires	807,5 \$	743,2 \$	442,5 \$	418,5 \$	93,2 \$	66,0 \$	1 343,2 \$	1 227,7 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	34,3	18,9	8,6	6,4	44,5	49,0	87,4	74,3
	841,8	762,1	451,1	424,9	137,7	115,0	1 430,6	1 302,0
Charges								
Commissions	249,1	234,8	149,6	147,0	63,8	43,9	462,5	425,7
Frais autres que les commissions	177,9	165,1	140,9	136,3	22,4	16,6	341,2	318,0
	427,0	399,9	290,5	283,3	86,2	60,5	803,7	743,7
Résultat avant intérêts et impôt	414,8 \$	362,2 \$	160,6 \$	141,6 \$	51,5 \$	54,5 \$	626,9	558,3
Charges d'intérêts							56,4	54,9
Résultat avant impôt sur le résultat							570,5	503,4
Impôt sur le résultat							137,4	127,7
Résultat net							433,1	375,7
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							4,4	5,7
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires							428,7 \$	370,0 \$

TABLEAU 4 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2011

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2011	31 MARS 2011
Produits								
Produits tirés des honoraires	404,3 \$	403,2 \$	219,7 \$	222,8 \$	44,7 \$	48,5 \$	668,7 \$	674,5 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,8	21,5	4,1	4,5	24,6	19,9	41,5	45,9
	417,1	424,7	223,8	227,3	69,3	68,4	710,2	720,4
Charges								
Commissions	124,9	124,2	73,8	75,8	30,2	33,6	228,9	233,6
Frais autres que les commissions	92,1	85,8	69,2	71,7	10,7	11,7	172,0	169,2
	217,0	210,0	143,0	147,5	40,9	45,3	400,9	402,8
Résultat avant intérêts et impôt	200,1 \$	214,7 \$	80,8 \$	79,8 \$	28,4 \$	23,1 \$	309,3	317,6
Charges d'intérêts							26,1	30,3
Résultat avant impôt sur le résultat							283,2	287,3
Impôt sur le résultat							64,1	73,3
Résultat net							219,1	214,0
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires							216,9 \$	211,8 \$

TABLEAU 5 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	TRIMESTRES CLOS LES			SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	28,14 %	28,16 %	30,08 %	28,15 %	30,07 %
Incidence des éléments suivants :					
Produits tirés des dividendes	(0,01)	(0,01)	(0,03)	(0,01)	(0,10)
Profits et pertes en capital, montant net	–	–	(0,03)	–	(0,19)
Quote-part du résultat de la société affiliée	(1,81)	(1,67)	(2,26)	(1,74)	(2,10)
Consolidation de la perte ¹⁾	(2,55)	(1,14)	–	(1,84)	–
Autres éléments	(1,13)	0,16	(3,57)	(0,48)	(2,32)
Taux d'imposition effectif – résultat net	22,64 %	25,50 %	24,19 %	24,08 %	25,36 %

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la section intitulée « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion.

modification des meilleures estimations de la direction est reflétée dans les Autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société émises le 8 décembre 2009. Les dividendes déclarés au cours du semestre clos le 30 juin 2010 étaient constitués du dividende initial de 0,57788 \$ l'action, ou 3,5 M\$, et concernaient la période allant du 8 décembre 2009 au 30 avril 2010.

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré s'établissait à 130,2 G\$ au 30 juin 2011, comparativement à 115,7 G\$ au 30 juin 2010. Les tableaux 6 et 7 présentent les variations de l'actif géré.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les sections intitulées « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les éléments suivants :

- Les résultats des six derniers trimestres en vertu des IFRS et le rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du résultat net conformément aux IFRS.
- Les résultats des deux trimestres de 2009 en vertu du référentiel comptable antérieur et le rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR du Canada et du résultat net conformément au référentiel comptable antérieur.

TABLEAU 6 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹⁾	
	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – marché monétaire	157,9 \$	166,9 \$	134,9 \$	141,9 \$	14,9 \$	11,6 \$	307,7 \$	320,4 \$
Ventes brutes – à long terme	1 246,7	1 149,2	1 223,5	1 569,9	118,7	103,1	2 588,6	2 822,2
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	1 404,6 \$	1 316,1 \$	1 358,4 \$	1 711,8 \$	133,6 \$	114,7 \$	2 896,3 \$	3 142,6 \$
Ventes nettes – marché monétaire	(25,7)\$	(46,2)\$	(35,6)\$	(80,5)\$	9,7 \$	5,7 \$	(51,6)\$	(121,0)\$
Ventes nettes – à long terme	(119,7)	(56,8)	(308,7)	(86,1)	42,1	26,8	(386,6)	(116,1)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	(145,4)\$	(103,0)\$	(344,3)\$	(166,6)\$	51,8 \$	32,5 \$	(438,2)\$	(237,1)\$
Comptes gérés à titre de sous- conseiller, institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	– \$	– \$	1 325,5 \$	1 631,5 \$	– \$	– \$	1 064,6 \$	1 556,1 \$
Ventes nettes	–	–	171,7	(349,7)	–	–	(47,7)	(383,9)
Données combinées								
Ventes brutes	1 404,6 \$	1 316,1 \$	2 683,9 \$	3 343,3 \$	133,6 \$	114,7 \$	3 960,9 \$	4 698,7 \$
Ventes nettes	(145,4)	(103,0)	(172,6)	(516,3)	51,8	32,5	(485,9)	(621,0)
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	(145,4)\$	(103,0)\$	(172,6)\$	(516,3)\$	51,8 \$	32,5 \$	(485,9)\$	(621,0)\$
Rendement du marché et produits	(1 745,3)	(3 652,2)	(1 698,8)	(3 453,9)	(40,4)	(115,3)	(3 435,5)	(7 052,5)
Variation nette de l'actif	(1 890,7)	(3 755,2)	(1 871,4)	(3 970,2)	11,4	(82,8)	(3 921,4)	(7 673,5)
Actif au début	64 048,6	59 223,6	70 678,9	64 857,2	2 833,6	2 254,1	134 080,1	123 367,6
Actif à la fin	62 157,9 \$	55 468,4 \$	68 807,5 \$	60 887,0 \$	2 845,0 \$	2 171,3 \$	130 158,7 \$	115 694,1 \$

1) Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 262 M\$ et de 220 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (75 M\$ et 35 M\$ en 2010).
Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,7 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (2,8 G\$ au 30 juin 2010).

TABLEAU 7 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –
CUMUL ANNUEL DE 2011 PAR RAPPORT AU CUMUL ANNUEL DE 2010

Semestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹⁾	
	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – marché monétaire	370,5 \$	353,6 \$	290,9 \$	295,2 \$	34,3 \$	25,0 \$	695,7 \$	673,8 \$
Ventes brutes – à long terme	3 080,0	2 842,7	3 029,4	3 003,2	268,1	222,5	6 376,8	6 068,4
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	3 450,5 \$	3 196,3 \$	3 320,3 \$	3 298,4 \$	302,4 \$	247,5 \$	7 072,5 \$	6 742,2 \$
Ventes nettes – marché monétaire	5,0 \$	(51,2)\$	(71,4)\$	(246,3)\$	24,7 \$	13,1 \$	(41,7)\$	(284,4)\$
Ventes nettes – à long terme	353,6	508,7	(316,1)	(268,1)	100,5	80,6	137,3	321,2
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	358,6 \$	457,5 \$	(387,5)\$	(514,4)\$	125,2 \$	93,7 \$	95,6 \$	36,8 \$
Comptes gérés à titre de sous- conseiller, institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	– \$	– \$	2 849,8 \$	3 272,4 \$	– \$	– \$	2 464,6 \$	3 075,8 \$
Ventes nettes	–	–	335,6	99,0	–	–	37,5	1,7
Données combinées								
Ventes brutes	3 450,5 \$	3 196,3 \$	6 170,1 \$	6 570,8 \$	302,4 \$	247,5 \$	9 537,1 \$	9 818,0 \$
Ventes nettes	358,6	457,5	(51,9)	(415,4)	125,2	93,7	133,1	38,5
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	358,6 \$	457,5 \$	(51,9)\$	(415,4)\$	125,2 \$	93,7 \$	133,1 \$	38,5 \$
Rendement du marché et produits	14,0	(2 644,1)	513,1	(2 277,0)	31,7	(61,9)	542,1	(4 889,6)
Variation nette de l'actif	372,6	(2 186,6)	461,2	(2 692,4)	156,9	31,8	675,2	(4 851,1)
Actif au début	61 785,3	57 655,0	68 346,3	63 579,4	2 688,1	2 139,5	129 483,5	120 545,2
Actif à la fin	62 157,9 \$	55 468,4 \$	68 807,5 \$	60 887,0 \$	2 845,0 \$	2 171,3 \$	130 158,7 \$	115 694,1 \$

1) Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 386 M\$ et de 299 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (196 M\$ et 98 M\$ en 2010).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,7 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (2,8 G\$ au 30 juin 2010).

Les résultats opérationnels trimestriels attribuables aux actionnaires ordinaires dépendent principalement du volume de l'actif géré des fonds communs de placement. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement est présentée dans le tableau 8. L'amélioration de la conjoncture à partir du deuxième trimestre de 2009 a donné lieu à une augmentation des niveaux de la moyenne quotidienne de l'actif géré aux troisième et quatrième trimestres de 2009. La moyenne quotidienne de l'actif

géré des fonds communs de placement est demeurée relativement stable pour chacun des trois premiers trimestres de 2010 et a augmenté au quatrième trimestre de 2010, parallèlement à l'amélioration de la conjoncture pendant ces trimestres. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement a augmenté au premier trimestre de 2011 et est demeurée au même niveau au deuxième trimestre.

TABLEAU 8 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	IFRS						RÉFÉRENTIEL COMPTABLE ANTÉRIEUR	
	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009
Comptes consolidés de résultat (en M\$)								
Produits								
Honoraires de gestion	491,7 \$	492,0 \$	479,0 \$	452,5 \$	455,5 \$	449,7 \$	449,7 \$	432,1 \$
Honoraires d'administration	93,0	92,8	90,8	87,8	89,2	88,5	88,3	88,6
Honoraires de distribution	84,0	89,7	83,7	69,1	71,9	72,9	70,7	62,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	41,5	45,9	52,4	41,2	20,1	54,2	28,9	43,8
	710,2	720,4	705,9	650,6	636,7	665,3	637,6	626,5
Charges								
Commissions	228,9	233,6	221,4	207,3	212,0	213,7	213,5	205,3
Frais autres que les commissions	172,0	169,2	160,4	157,9	159,0	159,0	148,7	148,7
Charges d'intérêts	26,1	30,3	28,7	27,8	27,6	27,3	33,2	33,0
	427,0	433,1	410,5	393,0	398,6	400,0	395,4	387,0
	283,2	287,3	295,4	257,6	238,1	265,3	242,2	239,5
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS								
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	(29,3)	–	–	–	–	–
Charge hors trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	–	(76,5)	–
Prime versée au rachat des actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	(14,4)	–
Résultat avant impôt sur le résultat	283,2	287,3	266,1	249,4	238,1	265,3	151,3	239,5
Impôt sur le résultat	64,1	73,3	73,7	73,0	57,6	70,1	37,6	72,1
Résultat net	219,1	214,0	192,4	176,4	180,5	195,2	113,7	167,4
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	3,5	–	–
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	216,9 \$	211,8 \$	190,2 \$	174,2 \$	178,3 \$	191,7 \$	113,7 \$	167,4 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et non définies par les PCGR du Canada⁽¹⁾ (en M\$)								
Résultats opérationnels attribuables aux actionnaires ordinaires – Mesure non définie par les IFRS ou non définie par les PCGR du Canada								
	216,9 \$	211,8 \$	212,0 \$	182,4 \$	178,3 \$	191,7 \$	176,5 \$	167,4 \$
Autres éléments :								
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, déduction faite de l'impôt	–	–	(21,8)	–	–	–	–	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	–	(8,2)	–	–	–	–
Charge hors trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	–	–	(66,2)	–
Économie d'impôt hors trésorerie	–	–	–	–	–	–	17,8	–
Prime versée au rachat des actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	(14,4)	–
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS ou référentiel comptable antérieur	216,9 \$	211,8 \$	190,2 \$	174,2 \$	178,3 \$	191,7 \$	113,7 \$	167,4 \$
Résultat par action (¢)								
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires								
– De base	84	82	73	67	68	73	43	63
– Dilué	84	81	73	66	68	73	43	63
Résultats opérationnels attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾								
– De base	84	82	81	70	68	73	67	63
– Dilué	84	81	81	69	68	73	67	63
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en G\$)								
	109,9 \$	110,0 \$	105,0 \$	99,4 \$	100,5 \$	100,4 \$	98,6 \$	94,4 \$
Total de l'actif géré des fonds communs de placement (en G\$)								
	108,6 \$	111,7 \$	107,9 \$	102,3 \$	96,5 \$	102,8 \$	100,4 \$	98,4 \$
Total de l'actif géré (en G\$)								
	130,2 \$	134,1 \$	129,5 \$	122,7 \$	115,7 \$	123,4 \$	120,5 \$	117,9 \$

(1) Quatrième trimestre de 2010 – Se reporter au tableau 1 du rapport de gestion du premier trimestre pour une description des autres éléments ayant servi au calcul de la mesure non définie par les IFRS.

Se reporter à la section Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du rapport de gestion contenu dans le rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc. pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS ou non définies par les PCGR du Canada pour les autres périodes.

Groupe Investors

Revue des activités

STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Le Groupe Investors cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des clients, des conseillers et des employés convergent. La stratégie d'entreprise du Groupe Investors est axée sur les points suivants :

1. L'élargissement de notre réseau de distribution par l'augmentation du nombre de bureaux régionaux, le recrutement de nouveaux conseillers au sein de notre secteur et le soutien continu à l'égard de la croissance et du perfectionnement de nos conseillers actuels.
2. L'importance accordée à la prestation de conseils et de services de planification financière ainsi qu'à l'offre de produits connexes par l'entremise de notre réseau exclusif de conseillers.
3. La prestation d'un niveau adéquat de soutien administratif à nos conseillers et à nos clients, notamment le maintien d'une communication active durant tous les cycles économiques.
4. La diversification de l'éventail de produits offerts par le Groupe Investors afin de continuer à développer des relations durables avec la clientèle.
5. La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant des ressources sur les initiatives qui profitent directement aux clients et aux conseillers, ce qui permet d'accroître l'efficacité et de mieux contrôler les dépenses.

RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services de planification financière personnelle à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à 101 bureaux régionaux répartis dans tout le Canada. L'ouverture de deux nouveaux bureaux régionaux, à London et à Drummondville, a été annoncée récemment, ce qui portera à 103 le nombre de bureaux régionaux faisant partie de notre réseau.

Au 30 juin 2011, le Groupe Investors comptait 4 592 conseillers, comparativement à 4 586 au 31 mars 2011, à 4 686 à la fin de 2010 et à 4 667 un an auparavant. Au début de 2011, le Groupe Investors a apporté des améliorations à ses pratiques de sélection et de recrutement, qui profiteront à la croissance future du réseau de conseillers. Ce changement a toutefois donné lieu à une réduction à court terme du nombre de conseillers nommés. Le nombre de conseillers dont le contrat a pris fin au deuxième trimestre de 2011 est inférieur à celui des récents trimestres correspondants.

Le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience totalisait 2 659 au 30 juin 2011,

comparativement à 2 655 au 31 mars 2011, à 2 641 à la fin de 2010 et à 2 612 à l'exercice précédent.

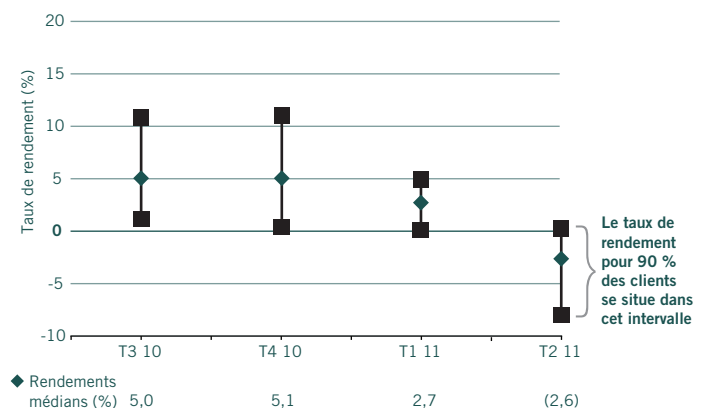
SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS ET COMMUNICATIONS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, un soutien efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par le bureau principal de la Société au Québec, appelé Direction générale du Québec, et situé à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social de la Société, situé à Winnipeg. La Direction générale du Québec emploie environ 200 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions à l'appui des 17 bureaux régionaux et des quelque 800 conseillers à l'échelle du Québec. Le montant des fonds communs gérés au Québec dépassait 10 G\$ au 30 juin 2011.

Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles au cours du trimestre. Chaque client obtiendra un rendement différent selon le solde de ses retraits et mises de fonds et selon ses portefeuilles de fonds au cours de chaque trimestre, comme l'illustre le graphique suivant. Ce graphique présente les taux de rendement médians des clients pour chacun des quatre derniers trimestres, ainsi que les seuils inférieur et supérieur de la médiane des taux de rendement pour 90 % des clients du Groupe Investors.

Taux de rendement pour les clients au cours du trimestre



Pour la période de douze mois close le 30 juin 2011, le taux de rendement médian pour les clients était d'environ 12 %.

Compte tenu de la forte volatilité des marchés au cours des dernières années, les communications avec les conseillers et les clients ont augmenté de façon considérable. Nos conseillers, à leur tour, ont maintenu de solides relations avec les clients, insistant sur l'importance d'une planification à long terme et d'un portefeuille de placements diversifié. Des sondages continus réalisés auprès de nos clients révèlent une grande satisfaction de la valeur des conseils prodigués par nos conseillers durant tous les cycles économiques.

ACTIF GÉRÉ

Le niveau de l'actif géré des fonds communs de placement est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et la valeur liquidative de l'actif de nos fonds. Les variations de l'actif géré pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 9.

Rendement des fonds

Au 30 juin 2011, 63 % des fonds communs de placement du Groupe Investors (fonds Investors, fonds de partenaires et fonds de portefeuille) étaient cotés trois étoiles ou mieux par le service de cotation de fonds Morningstar[†] et 21 % étaient cotés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 66 % pour les fonds cotés trois étoiles ou plus et de 29 % pour les fonds cotés quatre et cinq étoiles au 30 juin 2011. La Cote Morningstar[†] est une mesure quantitative objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds, ajusté en fonction du risque, par rapport à des fonds comparables.

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats de 2011 par rapport à ceux de 2010

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 62,2 G\$ au 30 juin 2011, soit une baisse de 3,0 % par rapport à 64,0 G\$ au 31 mars 2011 et une hausse de 12,1 % par rapport à 55,5 G\$ au 30 juin

TABLEAU 9 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)	
				31 MARS 2011	30 JUIN 2010
Ventes	1 404,6 \$	2 045,9 \$	1 316,1 \$	(31,3) %	6,7 %
Rachats	1 550,0	1 541,9	1 419,1	0,5	9,2
Ventes nettes (rachats nets)	(145,4)	504,0	(103,0)	n.s.	(41,2)
Rendement du marché et produits	(1 745,3)	1 759,3	(3 652,2)	n.s.	52,2
Variation de l'actif, montant net	(1 890,7)	2 263,3	(3 755,2)	n.s.	49,7
Actif au début	64 048,6	61 785,3	59 223,6	3,7	8,1
Actif à la fin	62 157,9 \$	64 048,6 \$	55 468,4 \$	(3,0) %	12,1 %
Actif quotidien moyen	62 848,4 \$	63 005,6 \$	57 862,8 \$	(0,2) %	8,6 %
Semestres clos les (en M\$)			30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)
Ventes			3 450,5 \$	3 196,3 \$	8,0 %
Rachats			3 091,9	2 738,8	12,9
Ventes nettes			358,6	457,5	(21,6)
Rendement du marché et produits			14,0	(2 644,1)	n.s.
Variation de l'actif, montant net			372,6	(2 186,6)	n.s.
Actif au début			61 785,3	57 655,0	7,2
Actif à la fin			62 157,9 \$	55 468,4 \$	12,1 %
Actif quotidien moyen			62 926,6 \$	57 803,0 \$	8,9 %

2010. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 62,8 G\$ au deuxième trimestre de 2011, en baisse de 0,2 % par rapport à 63,0 G\$ au premier trimestre de 2011 et en hausse de 8,6 % par rapport à 57,9 G\$ au deuxième trimestre de 2010.

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,4 G\$, soit une hausse de 6,7 % par rapport à 2010. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,6 G\$, comparativement à 1,4 G\$ en 2010. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 8,5 % au 30 juin 2011, comparativement à 7,7 % au 30 juin 2010, et demeure bien plus faible que le taux de rachat moyen correspondant, qui était d'environ 15,5 % pour tous les autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 30 juin 2011. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrés à 145 M\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à des rachats nets de 103 M\$ en 2010. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,2 G\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 1,1 G\$ en 2010, soit une hausse de 8,5 %. Les rachats nets de fonds à long terme se sont établis à 120 M\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à des rachats nets de 57 M\$ en 2010. Au cours du deuxième trimestre, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une diminution de 1,7 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une diminution de 3,7 G\$ au deuxième trimestre de 2010.

Pour le semestre clos le 30 juin 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 3,5 G\$, soit une hausse de 8,0 % par rapport à 2010. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 3,1 G\$, comparativement à 2,7 G\$ en 2010. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 359 M\$ au premier semestre de 2011, comparativement à des ventes nettes de 458 M\$ en 2010. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 3,1 G\$ au premier semestre de 2011, comparativement à 2,8 G\$ en 2010, soit une hausse de 8,3 %. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 354 M\$ au premier semestre de 2011, comparativement à des ventes nettes de 509 M\$ en 2010. Au cours du semestre, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de 14 M\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une diminution de 2,6 G\$ en 2010.

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats du deuxième trimestre de 2011 comparativement à ceux du premier trimestre de 2011

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 62,2 G\$ au 30 juin 2011, soit une baisse de 3,0 % comparativement à 64,0 G\$ au 31 mars 2011. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 62,8 G\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 63,0 G\$ au premier trimestre de 2011.

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,4 G\$, soit une baisse de 31,3 % par rapport au premier trimestre de 2011. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,6 G\$ pour le même trimestre, en hausse de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrés à 145 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 504 M\$ au trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,2 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,8 G\$ au trimestre précédent, soit une baisse de 32,0 %. Les rachats nets de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 120 M\$, comparativement à des ventes nettes de 473 M\$ au trimestre précédent.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

Fonds distincts

La gamme de fonds distincts de la Great-West, appelés fonds de placement garanti, comprend 14 fonds de fonds distincts et 6 fonds distincts. Ces fonds offrent un éventail élargi de garanties en cas de décès et à l'échéance et certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 30 juin 2011, le total de l'actif des fonds distincts s'établissait à 980 M\$, comparativement à 662 M\$ en 2010.

Assurance

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc. Pour le trimestre clos le 30 juin 2011, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 16,1 M\$ comparativement à 14,2 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 13,0 %. Pour le semestre clos le 30 juin 2011, les ventes de produits d'assurance ont atteint 31,0 M\$ comparativement à 27,3 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 13,5 %.

Opérations sur titres

Le Groupe Investors fournit à ses clients des services liés aux valeurs mobilières par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. Au 30 juin 2011, le total de l'actif administré se chiffrait à 6,3 G\$, comparativement à 5,5 G\$ en 2010.

Prêts hypothécaires

Les clients qui cherchent des prêts hypothécaires résidentiels sont dirigés vers les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors qui montent les prêts hypothécaires dans des marchés résidentiels clés. Pour le trimestre clos le 30 juin 2011, les prêts hypothécaires montés se sont chiffrés à 404 M\$, comparativement à 402 M\$ en 2010. Pour le semestre clos le 30 juin 2011, les prêts hypothécaires montés se sont chiffrés à 734 M\$, comparativement à 687 M\$ en 2010. Au 30 juin 2011, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors totalisaient 6,0 G\$, comparativement à 5,7 G\$ au 31 décembre 2010.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors ont reçu l'approbation de la SCHL à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations

hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation auxquels participent ces filiales comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Solutions Bancaires†

Solutions Bancaires† du Groupe Investors continue d'être très utilisé par les conseillers et les clients. L'offre consiste en une vaste gamme de produits et services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Les produits et services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. Les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires† s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière.

Produits et services additionnels

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 10.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs

de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires[†] et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements fournis à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion

TABLEAU 10 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)	
				31 MARS 2011	30 JUIN 2010
Produits					
Honoraires de gestion	298,7 \$	297,6 \$	275,7 \$	0,4 %	8,3 %
Honoraires d'administration	58,3	57,9	54,6	0,7	6,8
Honoraires de distribution	47,3	47,7	44,9	(0,8)	5,3
	404,3	403,2	375,2	0,3	7,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,8	21,5	(6,2)	(40,5)	n.s.
	417,1	424,7	369,0	(1,8)	13,0
Charges					
Commissions	68,1	68,0	67,2	0,1	1,3
Primes de rétention de l'actif	56,8	56,2	51,8	1,1	9,7
Frais autres que les commissions	92,1	85,8	83,6	7,3	10,2
	217,0	210,0	202,6	3,3	7,1
Résultat avant intérêts et impôt	200,1 \$	214,7 \$	166,4 \$	(6,8) %	20,3 %
Semestres clos les					
(en M\$)			30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			596,3 \$	547,4 \$	8,9 %
Honoraires d'administration			116,2	109,1	6,5
Honoraires de distribution			95,0	86,7	9,6
			807,5	743,2	8,7
Produits tirés des placements nets et autres produits			34,3	18,9	81,5
			841,8	762,1	10,5
Charges					
Commissions			136,1	131,9	3,2
Primes de rétention de l'actif			113,0	102,9	9,8
Frais autres que les commissions			177,9	165,1	7,8
			427,0	399,9	6,8
Résultat avant intérêts et impôt			414,8 \$	362,2 \$	14,5 %

se sont chiffrés à 298,7 M\$ au deuxième trimestre de 2011, en hausse de 23,0 M\$, ou 8,3 %, par rapport à 275,7 M\$ en 2010. Les honoraires de gestion se sont établis à 596,3 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2011, soit une hausse de 48,9 M\$, ou 8,9 %, comparativement à 547,4 M\$ en 2010. L'augmentation des honoraires de gestion pour ces deux périodes résulte principalement de l'augmentation de 8,6 % et de 8,9 %, respectivement, de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme il est indiqué dans le tableau 9. Les honoraires de gestion représentaient 191 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement pour toutes les périodes considérées. Par ailleurs, le Groupe Investors a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ses fonds du marché monétaire afin de s'assurer que ces fonds continuent de donner un rendement positif, ce qui a eu une incidence sur les produits tirés des honoraires de gestion et les taux moyens des honoraires de gestion pour toutes les périodes considérées. Ces renoncements ont totalisé 1,0 M\$ et 2,0 M\$ pour le trimestre et le semestre, respectivement, en 2011, comparativement à 1,8 M\$ et à 3,8 M\$, respectivement, à l'exercice précédent.

Les honoraires d'administration ont totalisé 58,3 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 54,6 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 6,8 %. Les honoraires d'administration se sont élevés à 116,2 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 109,1 M\$ en 2010. Ces hausses résultent principalement des augmentations de 8,6 % et de 8,9 %, respectivement, pour le trimestre et le semestre, de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement, contrebalancées par l'incidence de la diminution du taux fixe des frais d'administration payés par certains fonds communs de placement en vigueur le 1^{er} juillet 2010.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition différés.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- La prestation de services bancaires par l'intermédiaire de Solutions Bancaires¹, en vertu d'une entente conclue avec la Banque Nationale du Canada.

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 47,3 M\$ pour le deuxième trimestre de 2011, en hausse de 2,4 M\$ par rapport à 44,9 M\$ en 2010. Les honoraires de distribution se sont chiffrés à 95,0 M\$ pour

le semestre, en hausse de 8,3 M\$ par rapport à 86,7 M\$ en 2010. Les produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits bancaires et d'assurance et aux services liés aux valeurs mobilières ont augmenté au cours des deux périodes de 2011 par rapport à 2010. Les produits tirés des frais de rachat ont augmenté de 0,2 M\$ pour atteindre 12,6 M\$ au deuxième trimestre de 2011 comparativement à 2010. Les produits tirés des frais de rachat ont augmenté de 2,0 M\$ pour atteindre 26,3 M\$ au cours du semestre. Les produits tirés des frais de rachat peuvent varier en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition différés.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires, ainsi que les intérêts réalisés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres et les prêts hypothécaires liés aux activités d'intermédiaire. Le Groupe Investors comptabilise les produits tirés des placements nets à titre d'écart entre les produits tirés des placements et les charges d'intérêts. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur le passif-dépôts et sur la dette bancaire, le cas échéant.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 12,8 M\$ au deuxième trimestre de 2011, en hausse de 19,0 M\$ par rapport à une perte de 6,2 M\$ en 2010. Les produits tirés des placements nets et les autres produits pour le semestre clos le 30 juin 2011 ont totalisé 34,3 M\$, soit une hausse de 15,4 M\$, comparativement à 18,9 M\$ en 2010. Les augmentations des produits tirés des placements nets sont principalement liées aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors. Le tableau 11 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et le semestre considérés.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 12,6 M\$ et 33,7 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011, comparativement à une perte nette de 6,6 M\$ et à un produit net de 18,8 M\$ pour les périodes correspondantes de 2010, principalement en raison de ce qui suit :

- Les ajustements de la juste valeur, relatifs aux instruments financiers et aux swaps de taux d'intérêt utilisés aux fins de couverture lors de transactions de titrisation et pour des prêts hypothécaires détenus temporairement qui sont classés comme détenus à des fins de transaction. Les variations négatives de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt se sont chiffrées à 4,5 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 29,0 M\$ et à 32,8 M\$ pour les périodes correspondantes de 2010. L'exposition de la

TABLEAU 11 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

(en M\$)	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)	
				31 MARS 2011	30 JUIN 2010
(Aux)					
Prêts hypothécaires gérés	5 982 \$	5 808 \$	5 608 \$	3,0 %	6,7 %
Prêts hypothécaires détenus temporairement¹⁾	363 \$	289 \$	358 \$	25,6 %	1,4 %
(Trimestres clos les)					
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
TH LNH et Programme OHC	2 300 \$	2 113 \$	1 627 \$	8,8 %	41,4 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	1 108	1 281	1 554	(13,5)	(28,7)
Titrisations	3 408	3 394	3 181	0,4	7,1
Autres	2 511	2 367	2 350	6,1	6,9
	5 919 \$	5 761 \$	5 531 \$	2,7 %	7,0 %
Prêts hypothécaires montés²⁾	404 \$	330 \$	402 \$	22,4 %	0,5 %
Ventes de prêts hypothécaires³⁾ aux parties suivantes :					
Titrisations	236 \$	291 \$	351 \$	(18,9) %	(32,8) %
Autres ⁴⁾	189	198	200	(4,5)	(5,5)
	425 \$	489 \$	551 \$	(13,1) %	(22,9) %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	36,2 \$	36,7 \$	36,8 \$	(1,4) %	(1,6) %
Charges d'intérêts	(20,6)	(20,4)	(15,1)	(1,0)	(36,4)
Produits d'intérêts nets	15,6	16,3	21,7	(4,3)	(28,1)
Profit sur ventes ⁵⁾	2,2	3,3	(0,2)	(33,3)	n.s.
Valeur de marché et autres produits	(5,2)	1,5	(28,1)	n.s.	81,5
	12,6 \$	21,1 \$	(6,6) \$	(40,3) %	n.s. %

1) Les activités liées aux prêts hypothécaires détenus temporairement comprennent les financements, les renouvellements et les refinancements de prêts hypothécaires.

2) Excluent les renouvellements et les refinancements.

3) Représentent les montants en capital vendus.

4), 5) Représentent les ventes aux deux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés et au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque sont présentées plus en détail à la section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion.

- Les produits d'intérêts nets sur les prêts titrisés, qui ont totalisé 15,6 M\$ et 31,9 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 21,7 M\$ et à 42,8 M\$ pour les périodes correspondantes de 2010.

L'augmentation du rendement du papier commercial adossé à des actifs au cours des périodes considérées a donné lieu à une diminution de la marge nette des produits d'intérêts, qui représente une tranche de 4,6 M\$ et de 2,5 M\$ de la diminution pour les périodes respectives. La tranche restante de la diminution est attribuable à la réduction de la proportion de prêts titrisés contenue dans les programmes de papier

TABLEAU 11 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS (SUITE)

<i>(en M\$)</i>	30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)
<i>(Semestres clos les)</i>			
Moyenne des prêts hypothécaires gérés			
TH LNH et Programme OHC	2 218 \$	1 569 \$	41,4 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	1 184	1 635	(27,6)
Titrisations	3 402	3 204	6,2
Autres	2 443	2 262	8,0
	5 845 \$	5 466 \$	6,9 %
Prêts hypothécaires montés²⁾	734 \$	687 \$	6,8 %
Ventes de prêts hypothécaires³⁾ aux parties suivantes :			
Titrisations	527 \$	555 \$	(5,0) %
Autres ⁴⁾	387	433	(10,6)
	914 \$	988 \$	(7,5) %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires			
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés			
Produits d'intérêts	72,9 \$	73,2 \$	(0,4) %
Charges d'intérêts	(41,0)	(30,4)	(34,9)
Produits d'intérêts nets	31,9	42,8	(25,5)
Profit sur ventes ⁵⁾	5,5	5,2	5,8
Valeur de marché et autres produits	(3,7)	(29,2)	87,3
	33,7 \$	18,8 \$	79,3 %

commercial adossé à des actifs, qui est passée à 32 % au 30 juin 2011, comparativement à 49 % au 30 juin 2010. À l'heure actuelle, la marge nette de produits sur ces prêts est supérieure à celle sur les prêts titrisés en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada.

Charges

Le Groupe Investors verse des commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. Au deuxième trimestre de 2011, les commissions ont augmenté de 0,9 M\$ pour s'établir à 68,1 M\$, comparativement à 67,2 M\$ en 2010. Pour le semestre, les commissions ont augmenté de 4,2 M\$, pour

atteindre 136,1 M\$ comparativement à 131,9 M\$ en 2010. Ces hausses sont attribuables à l'augmentation du volume de fonds communs de placement et d'autres produits et services financiers distribués.

Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif sont constituées des éléments suivants :

- Les primes de rétention de l'actif sont versées mensuellement, et leur calcul est fondé sur la valeur de l'actif géré. La charge liée aux primes de rétention de l'actif a augmenté de 4,6 M\$ et de 9,2 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2011, pour s'établir à 48,4 M\$ et à 96,2 M\$, respectivement, comparativement à 2010. Ces augmentations découlent principalement de la variation de l'actif géré moyen.
- Les primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont versées annuellement, sont une composante de la rémunération différée visant à promouvoir le maintien en fonction des conseillers et sont fondées sur l'actif géré à la fin de chaque exercice. La charge liée aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a

augmenté de 0,4 M\$ et de 0,9 M\$ au cours du trimestre et du semestre, pour s'établir à 8,4 M\$ et à 16,8 M\$, respectivement, comparativement à 2010.

Les frais autres que les commissions engagés par le Groupe Investors sont principalement liés au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés aux fonds communs de placement gérés. Les frais autres que les commissions se sont chiffrés à 92,1 M\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 83,6 M\$ en 2010, ce qui représente une augmentation de 8,5 M\$, ou 10,2 %. Les frais autres que les commissions se sont chiffrés à 177,9 M\$ au cours du semestre, comparativement à 165,1 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 12,8 M\$, ou 7,8 %.

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de gestion ont augmenté de 1,1 M\$, ou 0,4 %, pour s'établir à 298,7 M\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement au premier trimestre de 2011. Le deuxième trimestre de 2011 comptait une journée civile de plus que le premier trimestre de 2011, ce qui a donné lieu à une hausse de 3,3 M\$ des produits tirés des honoraires pour le trimestre considéré. Exception faite de l'incidence de cette journée civile supplémentaire au cours du trimestre considéré, les produits tirés des honoraires de gestion ont diminué, conformément à la diminution de 0,2 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme l'illustre le tableau 9, et à la diminution du taux des honoraires de gestion, établi à 191 points de base de la moyenne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 192 points de base au trimestre précédent. Les renonciations relatives aux fonds du marché monétaire ont totalisé 1,0 M\$ aux premier et deuxième trimestres de 2011.

Les frais d'administration ont augmenté pour s'établir à 58,3 M\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 57,9 M\$ au premier trimestre de 2011, principalement en raison du fait que le trimestre comptait un jour civil de plus.

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 47,3 M\$ au deuxième trimestre de 2011, en baisse de 0,4 M\$ par rapport à 47,7 M\$ au premier trimestre.

Cette baisse est principalement attribuable à une diminution de 1,1 M\$ des produits tirés des frais de rachat, contrebalancée en partie par une augmentation des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 12,8 M\$ au deuxième trimestre de 2011, en baisse de 8,7 M\$ par rapport à 21,5 M\$ au trimestre précédent. La diminution des produits tirés des placements nets est principalement liée aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors, qui ont reculé de 8,5 M\$ au cours du trimestre, comme l'illustre le tableau 11. Comme il a déjà été mentionné, la Société a constaté des ajustements défavorables de la juste valeur de 4,5 M\$ au cours du deuxième trimestre pour ce qui est de ses couvertures du risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires à taux fixe titrisés par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs. Il n'y avait eu aucun ajustement de la juste valeur au cours du trimestre précédent. Les profits sur les ventes au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et aux investisseurs institutionnels ont diminué de 1,0 M\$ en raison de la réduction des marges au cours du trimestre. La diminution de 0,7 M\$ des produits d'intérêts nets sur les prêts titrisés tient à la réduction de la proportion de prêts titrisés contenue dans les programmes de papier commercial adossé à des actifs commandité par des banques, puisque la marge nette de produits d'intérêts sur ces prêts est actuellement plus élevée que celle sur les prêts titrisés en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada.

Charges

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 68,1 M\$, comparativement à 68,0 M\$ au trimestre précédent. Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif ont augmenté de 0,6 M\$ pour s'établir à 56,8 M\$ au deuxième trimestre de 2011.

Les frais autres que les commissions ont augmenté de 6,3 M\$ pour s'établir à 92,1 M\$ au deuxième trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre, principalement en raison du caractère saisonnier des charges liées au soutien du réseau de conseillers et à l'exploitation des fonds communs de placement.

Mackenzie

Revue des activités

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des courtiers, des conseillers, des investisseurs et des employés convergent. La démarche d'entreprise de Mackenzie suit les tendances et les pratiques actuelles du secteur des services financiers à l'échelle mondiale et notre plan stratégique se concentre sur les points suivants :

1. L'atteinte de résultats de placements à long terme constants.
2. L'offre d'une gamme diversifiée de solutions de placement pour les conseillers financiers et les investisseurs.
3. L'établissement et le renforcement continus de nos relations de distribution.
4. La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant les ressources sur les initiatives qui profitent directement à la gestion de placements, à la distribution et au service à la clientèle.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Notre modèle de vente est fondé sur une multitude de canaux de distribution externes qui offrent des conseils financiers aux investisseurs. Cette démarche est particulièrement pertinente dans la conjoncture actuelle puisque les investisseurs recherchent quelqu'un qui les aidera à préparer leurs plans financiers. Nous sommes convaincus du bien-fondé d'un partenariat avec le réseau de services-conseils pour l'avenir.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques, les comptes gérés à titre de sous-conseiller, la gestion d'actifs privée et le marché institutionnel. Mackenzie développe de nouvelles activités institutionnelles grâce à ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite, au moyen d'efforts de vente directe et en obtenant des mandats additionnels auprès de ses clients existants.

Mackenzie fait face à une solide concurrence de la part d'autres sociétés de gestion d'actifs, de banques, de compagnies d'assurances et d'autres institutions financières qui offrent leurs produits et leurs services à la clientèle visée par Mackenzie. Mackenzie continue de jouir d'une position enviable grâce à

son équipe de professionnels en placements chevronnés, à sa vaste gamme de produits, à ses produits offerts à des prix concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde au service à la clientèle en vue de poursuivre l'établissement et le renforcement de ses relations de distribution.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré est présenté au tableau 12.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les facteurs suivants : 1) l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements; 2) le volume des ventes par rapport au volume des rachats; 3) les acquisitions.

Le rendement de placement à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 30 juin 2011, 46 %, 67 % et 65 % des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la cote attribuée par le service de cotation de fonds Morningstar[†]. Au 30 juin 2011, 82 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie mesuré par Morningstar[†] était coté trois étoiles ou mieux et 45 % était coté quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 81 % pour les fonds cotés trois étoiles ou plus et de 41 % pour les fonds cotés quatre et cinq étoiles au 30 juin 2011.

La gamme diversifiée de produits de placements de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. Au cours du trimestre considéré, Mackenzie a continué d'ajuster sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. Les initiatives entreprises au cours du trimestre relativement aux produits comprennent ce qui suit :

- Le 21 avril, Mackenzie a annoncé la conversion du Fonds Bouclier canadien, auparavant un fonds d'investissement à capital fixe, en fonds d'investissement à capital variable. La conversion a eu lieu le 8 juillet 2011, et le nouveau fonds a été nommé Fonds Bouclier canadien Mackenzie Universal.
- Le 27 mai, Mackenzie a annoncé qu'elle avait nommé Investissements Putnam à titre de sous-conseiller de plusieurs fonds d'obligations de sociétés à rendement élevé de Mackenzie. Cette nomination est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2011.

TABLEAU 12 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

Trimestres clos les (en M\$)	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)	
				31 MARS 2011	30 JUIN 2010
Ventes	2 683,9 \$	3 486,2 \$	3 343,3 \$	(23,0) %	(19,7) %
Rachats	2 856,5	3 365,5	3 859,6	(15,1)	(26,0)
Ventes nettes (rachats nets)	(172,6)	120,7	(516,3)	n.s.	66,6
Rendement du marché et produits	(1 698,8)	2 211,9	(3 453,9)	n.s.	50,8
Variation de l'actif, montant net	(1 871,4)	2 332,6	(3 970,2)	n.s.	52,9
Actif au début	70 678,9	68 346,3	64 857,2	3,4	9,0
Actif à la fin	68 807,5 \$	70 678,9 \$	60 887,0 \$	(2,6) %	13,0 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	43 601,3 \$	44 824,2 \$	38 867,3 \$	(2,7) %	12,2 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	25 206,2	25 854,7	22 019,7	(2,5)	14,5
	68 807,5 \$	70 678,9 \$	60 887,0 \$	(2,6) %	13,0 %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	44 176,0 \$	44 219,0 \$	40 431,5 \$	(0,1) %	9,3 %
Total de l'actif moyen mensuel¹⁾	69 934,2 \$	69 546,5 \$	63 406,3 \$	0,6 %	10,3 %
Semestres clos les (en M\$)			30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)
Ventes			6 170,1 \$	6 570,8 \$	(6,1) %
Rachats			6 222,0	6 986,2	(10,9)
Ventes nettes (rachats nets)			(51,9)	(415,4)	87,5
Rendement du marché et produits			513,1	(2 277,0)	n.s.
Variation de l'actif, montant net			461,2	(2 692,4)	n.s.
Actif au début			68 346,3	63 579,4	7,5
Actif à la fin			68 807,5 \$	60 887,0 \$	13,0 %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement			44 197,4 \$	40 482,1 \$	9,2 %
Total de l'actif moyen mensuel¹⁾			69 695,7 \$	63 430,9 \$	9,9 %

1) En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes.

Résultats de 2011 comparativement à ceux de 2010

Au 30 juin 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 68,8 G\$, soit une hausse de 13,0 %, comparativement à 60,9 G\$ au 30 juin 2010. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 43,6 G\$ au 30 juin 2011, soit une hausse de 12,2 % comparativement à 38,9 G\$ au 30 juin 2010. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 25,2 G\$ au 30 juin 2011, soit une hausse de 14,5 % par rapport à 22,0 G\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2011, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 2,7 G\$, soit une baisse de 19,7 %, comparativement à 3,3 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rachats se sont chiffrés à 2,9 G\$, soit une baisse de 26,0 %, comparativement à 3,9 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets pour le trimestre clos le 30 juin 2011 se sont établis à 173 M\$, comparativement à des rachats nets de 516 M\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement du marché et les produits

ont donné lieu à une diminution de l'actif de 1,7 G\$, comparativement à une diminution de 3,5 G\$ en 2010.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2010, les ventes brutes de Mackenzie ont augmenté de 0,5 G\$ et les rachats, de 0,4 G\$, en raison des transactions de rééquilibrage réalisées par deux investisseurs institutionnels.

Pour le semestre clos le 30 juin 2011, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 6,2 G\$, soit une baisse de 6,1 %, comparativement à 6,6 G\$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du semestre considéré, les rachats se sont chiffrés à 6,2 G\$, soit une baisse de 10,9 %, comparativement à 7,0 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets pour le semestre clos le 30 juin 2011 se sont établis à 52 M\$, comparativement à des rachats nets de 415 M\$ à l'exercice précédent. Au cours du semestre considéré, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 0,5 G\$, comparativement à une diminution de 2,3 G\$ en 2010.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2011, les rachats pour les fonds communs de placement à long terme, établis à 3,3 G\$, sont demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent. Au 30 juin 2011, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 15,9 %, comparativement à 15,7 % pour l'exercice précédent. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds à long terme de tous les autres membres de l'IFIC s'est établi à 14,6 % au 30 juin 2011. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie

comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'acquisition, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et à frais de rachat.

Résultats du deuxième trimestre de 2011 comparativement à ceux du premier trimestre de 2011

Au 30 juin 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 68,8 G\$, soit une baisse de 2,6 %, comparativement à 70,7 G\$ au 31 mars 2011, comme le présente le tableau 12. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie a diminué de 1,2 G\$, ou 2,7 %, pour s'établir à 43,6 G\$ au cours du trimestre, et les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie ont diminué de 0,7 G\$, ou 2,5 %, pour s'établir à 25,2 G\$ au 30 juin 2011.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,5 G\$, comparativement à 1,8 G\$ au trimestre clos le 31 mars 2011. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme était de 14,1 % pour le trimestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 17,0 % au premier trimestre de 2011.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le tableau 13 présente le résultat avant intérêts et impôt de Mackenzie.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Produits

Les produits tirés des honoraires de gestion de Mackenzie proviennent des services qu'elle offre à titre de gestionnaire des fonds communs de placement Mackenzie et à titre de

conseiller en placements pour les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes institutionnels. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants. Mackenzie offre également certaines séries de ses fonds communs de placement assorties de frais de gestion pour des programmes tarifés, une clientèle institutionnelle et des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurances et des courtiers en valeurs mobilières. Mackenzie ne verse pas de commissions pour

TABLEAU 13 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – MACKENZIE

Trimestres clos les (en M\$)	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)	
				31 MARS 2011	30 JUIN 2010
Produits					
Honoraires de gestion	181,6 \$	183,3 \$	170,7 \$	(0,9) %	6,4 %
Honoraires d'administration	32,8	33,1	33,1	(0,9)	(0,9)
Honoraires de distribution	5,3	6,4	6,2	(17,2)	(14,5)
	219,7	222,8	210,0	(1,4)	4,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	4,1	4,5	3,0	(8,9)	36,7
	223,8	227,3	213,0	(1,5)	5,1
Charges					
Commissions	23,6	25,7	27,0	(8,2)	(12,6)
Commissions de suivi	50,2	50,1	45,6	0,2	10,1
Frais autres que les commissions	69,2	71,7	67,1	(3,5)	3,1
	143,0	147,5	139,7	(3,1)	2,4
Résultat avant intérêts et impôt	80,8 \$	79,8 \$	73,3 \$	1,3 %	10,2 %
Semestres clos les					
(en M\$)			30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			364,9 \$	340,0 \$	7,3 %
Honoraires d'administration			65,9	65,8	0,2
Honoraires de distribution			11,7	12,7	(7,9)
			442,5	418,5	5,7
Produits tirés des placements nets et autres produits			8,6	6,4	34,4
			451,1	424,9	6,2
Charges					
Commissions			49,3	56,0	(12,0)
Commissions de suivi			100,3	91,0	10,2
Frais autres que les commissions			140,9	136,3	3,4
			290,5	283,3	2,5
Résultat avant intérêts et impôt			160,6 \$	141,6 \$	13,4 %

ces séries de fonds communs de placement qui ne sont pas destinées aux épargnants. Au 30 juin 2011, l'actif des fonds communs de placement dans ces séries de fonds s'établissait à 10,6 G\$, comparativement à 8,9 G\$ au 30 juin 2010.

Les honoraires de gestion se sont établis à 181,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011, soit une hausse de 10,9 M\$, ou 6,4 %, comparativement à 170,7 M\$ à l'exercice précédent. Les honoraires de gestion se sont établis à 364,9 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2011, soit une hausse de 24,9 M\$, ou 7,3 %, comparativement à 340,0 M\$ en 2010. L'augmentation des honoraires de gestion au cours des deux périodes est attribuable à la variation de la moyenne mensuelle du total de l'actif géré de Mackenzie combinée à une modification de la répartition de l'actif géré.

La moyenne mensuelle du total de l'actif géré s'est établie à 69,9 G\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 63,4 G\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 10,3 %. Pour le semestre clos le 30 juin 2011, la moyenne mensuelle de l'actif géré total s'est établie à 69,7 G\$, comparativement à 63,4 G\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 9,9 %.

Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 104,2 points de base au cours du trimestre clos le 30 juin 2011 et 105,6 points de base au cours du semestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 108,0 points de base et à 108,1 points de base, respectivement, en 2010. Les facteurs suivants ont contribué au recul net du taux moyen des honoraires de gestion par rapport à 2010 :

- L'actif de la clientèle institutionnelle et des fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants est assorti de frais de gestion moindres que les fonds communs de placement destinés aux épargnants. La proportion des comptes institutionnels et des fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants de Mackenzie a augmenté, en pourcentage du total de l'actif géré de Mackenzie, ce qui s'est traduit par une diminution du taux moyen des honoraires de gestion.
- La diminution des renoncements aux honoraires de gestion relatifs aux fonds du marché monétaire comparativement à l'exercice précédent a entraîné une augmentation du taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie. Compte tenu de la faiblesse continue des taux d'intérêt enregistrés au cours de l'exercice considéré, Mackenzie a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ces fonds afin de s'assurer qu'ils continuent de procurer un rendement net positif aux investisseurs. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2011, Mackenzie a renoncé à des honoraires de gestion de 0,1 M\$ et de 0,2 M\$, respectivement,

relativement à ses fonds du marché monétaire, comparativement à 1,8 M\$ et à 4,1 M\$ en 2010.

Les honoraires d'administration comprennent les principales composantes suivantes :

- Les honoraires d'administration liés à la prestation de services à l'égard des fonds communs de placement de Mackenzie.
- Les honoraires découlant des services de fiduciaire ainsi que d'autres honoraires d'administration des comptes du groupe MRS.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 32,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 33,1 M\$ en 2010. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 65,9 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 65,8 M\$ en 2010.

Depuis le 1^{er} août 2007, Mackenzie assume les charges opérationnelles des fonds Mackenzie autres que la TPS et la TVH et certains frais déterminés associés aux fonds, moyennant des frais d'administration à taux fixe pour chacun des fonds, en fonction des critères suivants :

- Du 1^{er} août 2007 au 31 décembre 2009, et par la suite le cas échéant, les fonds qui existaient au 1^{er} août 2007 pourraient devoir payer à Mackenzie un ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles si la moyenne mensuelle de l'actif net combiné de la totalité des fonds et des séries de Mackenzie qui étaient visés par la proposition touchant la méthode d'imputation des frais d'administration, approuvée par les investisseurs le 7 août 2007, diminue pour atteindre 95 % du total de l'actif net au 1^{er} août 2007. Si ce montant est payable, Mackenzie aura droit à un ajustement lié aux charges opérationnelles pour ce mois, et ce, pour chacun des fonds et chacune des séries, ajustement qui fera en sorte que toutes les séries, collectivement, paieront pour le mois en question les frais d'administration qu'elles auraient payés si l'actif net mensuel avait totalisé 95 % de l'actif net au 1^{er} août 2007 tout au long du mois.
- Puisque le volume de l'actif des fonds communs de placement admissible au 31 décembre 2009 était inférieur à 95 % du volume de l'actif net au 1^{er} août 2007, l'ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles se poursuit jusqu'au premier mois où le volume de l'actif moyen dépassera 95 % du volume de l'actif net au 1^{er} août 2007. Si, au cours d'un mois ultérieur, l'actif net mensuel augmente pour s'établir à un montant équivalent ou supérieur à 95 % de l'actif net au 1^{er} août 2007, l'ajustement lié aux charges opérationnelles ne sera plus payable.

En raison du volume de l'actif de ses fonds communs de placement, Mackenzie a continué de recevoir un ajustement

lié aux charges opérationnelles au cours du trimestre considéré. Les honoraires d'administration incluent des ajustements liés aux charges opérationnelles de 2,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011 et de 3,6 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 3,3 M\$ et à 6,5 M\$, respectivement, en 2010.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actif de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après sept ans. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais modérés commencent à 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après trois ans. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 5,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011, en baisse de 0,9 M\$ comparativement à 6,2 M\$ à l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2011, les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 11,7 M\$, en baisse de 1,0 M\$ comparativement à 12,7 M\$ en 2010.

L'élément le plus important du poste Produits tirés des placements nets et autres produits est la marge nette d'intérêt découlant des activités de prêt et d'acceptation des dépôts de la Compagnie de Fiducie M.R.S. Les produits tirés des placements nets et les autres produits pour le trimestre clos le 30 juin 2011 se sont établis à 4,1 M\$, soit une hausse de 1,1 M\$, comparativement à 3,0 M\$ en 2010. Les produits tirés des placements nets et les autres produits pour le semestre clos le 30 juin 2011 se sont établis à 8,6 M\$, soit une hausse de 2,2 M\$, comparativement à 6,4 M\$ au semestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 143,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011, ce qui représente une hausse de 3,3 M\$, ou 2,4 %, par rapport à 139,7 M\$ à l'exercice précédent. Les charges se sont élevées à 290,5 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2011, en hausse de 7,2 M\$, ou 2,5 %, par rapport à 283,3 M\$ en 2010.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à

23,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 27,0 M\$ à l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2011, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 49,3 M\$, comparativement à 56,0 M\$ en 2010. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition différés.

Les commissions de suivi versées aux courtiers sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement et varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'acquisition, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 50,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011, soit une hausse de 4,6 M\$, ou 10,1 %, par rapport à 45,6 M\$ à l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2011, les commissions de suivi versées aux courtiers se sont établies à 100,3 M\$, en hausse de 9,3 M\$, ou 10,2 %, comparativement à 91,0 M\$ au semestre correspondant de l'exercice précédent. La variation des commissions de suivi du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2011 est conforme à l'augmentation de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre et à la variation de la composition de l'actif au sein des fonds communs de placement de Mackenzie. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 45,6 points de base pour le trimestre clos le 30 juin 2011 et à 45,8 points de base pour le semestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 45,2 points de base et à 45,3 points de base, respectivement, à l'exercice précédent.

Les frais autres que les commissions sont engagés par Mackenzie relativement à l'administration, à la mise en marché, à la gestion de son actif géré et à l'égard de ses activités d'administration des comptes et de ses services fiduciaires. Les frais autres que les commissions ont totalisé 69,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011, soit une hausse de 2,1 M\$, ou 3,1 %, par rapport à 67,1 M\$ à l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2011, les frais autres que les commissions se sont établis à 140,9 M\$, en hausse de 4,6 M\$, ou 3,4 %, comparativement à 136,3 M\$ au semestre correspondant de l'exercice précédent. Mackenzie assure une gestion active de ses frais autres que les commissions de façon à accroître ses capacités opérationnelles futures tout en investissant dans les activités visant à générer des produits en vue de faire croître davantage l'entreprise.

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011

Produits

Les honoraires de gestion se sont élevés à 181,6 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 1,7 M\$, ou 0,9 %, par rapport à 183,3 M\$ au premier trimestre de 2011. Les facteurs suivants ont contribué à cette diminution :

- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 104,2 points de base au cours du trimestre considéré, comparativement à 106,9 points de base au premier trimestre de 2011. Les variations relatives des comptes institutionnels de Mackenzie et de ses fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants par rapport à celles des fonds communs de placement destinés aux épargnants ont contribué à cette diminution.
- La moyenne mensuelle du total de l'actif géré s'est établie à 69,9 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 69,5 G\$ au trimestre clos le 31 mars 2011, ce qui constitue une augmentation de 0,6 %.
- L'augmentation du nombre de jours civils au cours du trimestre considéré comparativement au premier trimestre de 2011. Cet écart a donné lieu à une augmentation d'environ 1,9 M\$ des honoraires de gestion au cours du trimestre considéré sur une base comparative.

Les honoraires d'administration pour le trimestre considéré se sont établis à 32,8 M\$, comparativement à 33,1 M\$ au trimestre clos le 31 mars 2011. Les honoraires d'administration du trimestre considéré incluaient un ajustement lié aux charges opérationnelles des fonds de 2,0 M\$, comparativement à 1,6 M\$ au premier trimestre de 2011.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 143,0 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 4,5 M\$, ou 3,1 %, par rapport à 147,5 M\$ au premier trimestre de 2011.

Les commissions, qui représentent l'amortissement des commissions de vente, se sont chiffrées à 23,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 25,7 M\$ au premier trimestre de 2011. Les commissions de suivi se sont établies à 50,2 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une augmentation de 0,1 M\$, ou 0,2 %, comparativement à 50,1 M\$ au premier trimestre de 2011.

Les frais autres que les commissions ont totalisé 69,2 M\$ pour le trimestre considéré, soit une baisse de 2,5 M\$, ou 3,5 %, par rapport au premier trimestre de 2011. Les frais autres que les commissions de Mackenzie ont tendance à être plus élevés au premier trimestre en raison d'une augmentation générale des activités de vente et des volumes d'opérations.

Activités internes et autres

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de sa filiale, Great-West Lifeco Inc., revenant à la Société, les résultats opérationnels d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les éliminations intersectorielles.

Le tableau 14 présente le résultat avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté de 1,3 M\$ au deuxième trimestre de 2011 comparativement à 2010. Cette hausse s'explique par l'augmentation des produits tirés des placements nets liés aux placements non attribués ainsi que par la hausse de 0,2 M\$

de la quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société, comme en fait état la section intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. En outre, les résultats du deuxième trimestre de 2010 comprenaient le profit net à la vente de titres de capitaux propres.

Les produits tirés des placements nets et les autres produits ont diminué de 4,5 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2011 comparativement à 2010. Les résultats du semestre clos le 30 juin 2010 comprenaient le profit net à la vente de titres de capitaux propres. Cette diminution a été contrebalancée en partie par une augmentation des produits tirés des placements nets liés aux placements non attribués.

Le résultat avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 1,3 M\$ au deuxième trimestre de 2011 comparativement au trimestre correspondant de 2010, et de 1,9 M\$ pour le semestre considéré par rapport au semestre clos le 30 juin 2010.

TABLEAU 14 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

Trimestres clos les (en M\$)	30 JUIN 2011	31 MARS 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)	
				31 MARS 2011	30 JUIN 2010
Produits					
Produits tirés des honoraires	44,7 \$	48,5 \$	31,4 \$	(7,8) %	42,4 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	24,6	19,9	23,3	23,6	5,6
	69,3	68,4	54,7	1,3	26,7
Charges					
Commissions	30,2	33,6	20,4	(10,1)	48,0
Frais autres que les commissions	10,7	11,7	8,3	(8,5)	28,9
	40,9	45,3	28,7	(9,7)	42,5
Résultat avant intérêts et impôt	28,4 \$	23,1 \$	26,0 \$	22,9 %	9,2 %
Semestres clos les					
(en M\$)			30 JUIN 2011	30 JUIN 2010	VARIATION (%)
Produits					
Produits tirés des honoraires			93,2 \$	66,0 \$	41,2 %
Produits tirés des placements nets et autres produits			44,5	49,0	(9,2)
			137,7	115,0	19,7
Charges					
Commissions			63,8	43,9	45,3
Frais autres que les commissions			22,4	16,6	34,9
			86,2	60,5	42,5
Résultat avant intérêts et impôt			51,5 \$	54,5 \$	(5,5) %

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté de 4,7 M\$ au deuxième trimestre de 2011 comparativement au trimestre précédent, principalement en raison d'une augmentation de 1,1 M\$ de la quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société et d'une augmentation des autres produits liée au caractère saisonnier de certains frais.

Au deuxième trimestre de 2011, le résultat avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 0,5 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 11,2 G\$ au 30 juin 2011, comparativement à 12,2 G\$ au 31 décembre 2010.

TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 15.

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les titres de capitaux propres, les placements dans des fonds d'investissement exclusifs et les titres à revenu fixe. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans le poste Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

La Société détient un portefeuille diversifié de titres à revenu fixe qui totalisait 197,7 M\$ au 30 juin 2011. Ces titres étaient principalement composés d'acceptations bancaires, de billets de dépôt de premier rang de banques à charte canadiennes et d'obligations de sociétés.

Titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les Obligations hypothécaires du Canada, dont il sera question plus loin, ainsi que les titres à revenu fixe constitués des billets restructurés des conduits multicédants du véhicule d'actifs cadre (le « VAC »). Les profits et les pertes latents sont comptabilisés au poste

Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Dans le cadre de ses activités continues de gestion du risque de taux d'intérêt liées à sa participation au Programme OHC, la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada en 2009. Ces obligations sont financées au moyen de pensions livrées sur titres, lesquelles représentent des transactions de financement à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a vendu des Obligations hypothécaires du Canada pour un montant de 425,6 M\$ et a réglé un montant de 427,6 M\$ sur les ententes de rachat connexes, puisque la Société a atteint ses objectifs en matière de gestion des placements et des risques pour ce qui est de ces Obligations.

Les titres restants avaient une juste valeur de 213,4 M\$ au 30 juin 2011. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût amorti et avait une valeur comptable de 214,3 M\$. Les charges d'intérêts relatives à ces obligations sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les comptes consolidés de résultat.

PRÊTS

Les prêts, y compris les prêts hypothécaires et les prêts à l'investissement, ont augmenté de 187,3 M\$ pour s'établir à 4,28 G\$ au 30 juin 2011 et représentent 38,3 % du total de l'actif, comparativement à 33,7 % au 31 décembre 2010.

Les prêts comprennent ce qui suit :

TABLEAU 15 : TITRES

(en milliers de dollars)	30 JUIN 2011		31 DÉCEMBRE 2010	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Actions ordinaires	8 687 \$	7 666 \$	8 687 \$	7 698 \$
Fonds d'investissement exclusifs	26 339	28 887	33 326	37 794
Titres à revenu fixe	196 149	197 696	243 939	243 748
	231 175	234 249	285 952	289 240
Juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations hypothécaires du Canada	220 432	213 362	647 318	637 850
Titres à revenu fixe	31 062	28 922	31 301	27 601
	251 494	242 284	678 619	665 451
	482 669 \$	476 533 \$	964 571 \$	954 691 \$

- Les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts à l'investissement liés aux activités d'intermédiaire de la Société, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 105,9 M\$ et 276,6 M\$, respectivement, comparativement à 117,3 M\$ et à 283,6 M\$ au 31 décembre 2010.
- Les prêts hypothécaires résidentiels liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 472,2 M\$, comparativement à 224,4 M\$ au 31 décembre 2010. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.
- Les prêts hypothécaires résidentiels vendus dans le cadre de programmes de titrisation, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 3,43 G\$, comparativement à 3,47 G\$ au 31 décembre 2010. Lors de l'application des critères de décomptabilisation en vertu d'IAS 39, *Instruments financiers*, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans après la titrisation. Au 30 juin 2011, un passif correspondant de 3,51 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010.

La provision générale pour pertes de crédit sur l'ensemble du portefeuille se chiffre à 4,3 M\$ au 30 juin 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, incluant des programmes de titrisation commandités par la SCHL ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 7,9 G\$, dont une tranche de 1,9 G\$ est montée par les filiales de Great-West Lifeco Inc.

La Compagnie de Fiducie M.R.S. fournit des prêts hypothécaires et des prêts à l'investissement par l'entremise

de conseillers financiers. Ces prêts sont financés par les activités de dépôt de la Compagnie de Fiducie M.R.S.

L'exposition de la Société au risque de crédit et au risque de taux d'intérêt sur ses portefeuilles de prêts et dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et la façon dont elle gère ces risques sont décrites en détail dans la section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion.

PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

La Société détient actuellement une participation de 4 % dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une société affiliée. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisqu'il exerce une influence notable sur Lifeco. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011 comparativement aux périodes correspondantes de 2010 est présentée au tableau 16.

ACCORDS DE TITRISATION

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL »), par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC ») et par l'entremise de programmes de papier

TABEAU 16 : PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Valeur comptable au début	569,3 \$	574,6 \$	580,5 \$	574,8 \$
Quote-part du résultat et autres	18,2	17,9	35,1	35,2
Dividendes reçus	(11,6)	(11,6)	(23,2)	(23,2)
Quote-part des autres éléments du résultat global et autres ajustements	(3,8)	(17,3)	(20,3)	(23,2)
Valeur comptable à la fin	572,1 \$	563,6 \$	572,1 \$	563,6 \$
Juste valeur à la fin	961,3 \$	909,2 \$	961,3 \$	909,2 \$

commercial adossé à des actifs commandité par des banques canadiennes. Ces titrisations étaient classées à titre d'accords hors bilan conformément au référentiel comptable antérieur. En vertu des IFRS, ces accords de titrisation sont désormais reflétés dans les bilans consolidés, comme il est décrit à la section intitulée « Changements de méthodes comptables – Décomptabilisation des actifs financiers » du présent rapport de gestion.

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société est limité aux droits conservés par cette dernière; toutefois, la quasi-totalité des prêts hypothécaires titrisés sont assurés. La Société conserve le risque lié aux paiements anticipés à l'égard des prêts titrisés. Par conséquent, elle a constaté ces prêts dans son bilan après la titrisation. Au cours du deuxième trimestre de 2011, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses

activités hypothécaires, générant un produit en espèces de 235,0 M\$, comparativement à 349,0 M\$ au deuxième trimestre de 2010. La juste valeur des droits conservés par la Société s'est établie à 75,9 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 107,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les droits conservés par la Société à l'égard des prêts titrisés comprennent les comptes de réserve en espèces de 8,1 M\$, qui sont reflétés dans le bilan, et les droits à la marge excédentaire future de 99,5 M\$, qui ne sont pas reflétés dans le bilan. Les droits conservés comprennent également la composante d'un swap conclu en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Cette composante du swap est constatée dans le bilan et sa juste valeur négative s'établit à 31,7 M\$ au 30 juin 2011. La section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion et les notes 1 et 4 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 896,8 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 1,57 G\$ et à 1,11 G\$ au 31 décembre 2010 et au 30 juin 2010, respectivement. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 305,7 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 326,2 M\$ et à 337,1 M\$ au 31 décembre 2010 et au 30 juin 2010, respectivement, comme il est présenté au tableau 17.

Le fonds de roulement net totalisait 585,1 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 617,7 M\$ au 31 décembre 2010 et à 397,5 M\$ au 30 juin 2010. Le fonds de roulement net est présenté déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société, comme il est présenté au tableau 17.

Le fonds de roulement net peut être utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités opérationnelles continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

- Le respect des obligations se rapportant au paiement périodique d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement de l'achat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (le « BAIIA ») a totalisé 388,7 M\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 347,7 M\$ au deuxième trimestre de 2010 et à 398,6 M\$ au premier trimestre de 2011. Pour le semestre clos le 30 juin 2011, le BAIIA a totalisé 787,3 M\$, comparativement à 723,3 M\$ en 2010. Le BAIIA pour chaque période considérée exclut aussi l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 70,7 M\$ au deuxième trimestre de 2011, comparativement à 73,6 M\$ au deuxième trimestre

TABLEAU 17 : ACTIF LIÉ AUX ACTIVITÉS DE DÉPÔT

<i>(en M\$)</i>	30 JUIN 2011	31 DÉC. 2010	30 JUIN 2010
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	305,7 \$	326,2 \$	337,1 \$
Titres	197,7	243,7	261,6
Prêts	444,3	422,5	424,7
Total de l'actif	947,7 \$	992,4 \$	1 023,4 \$
Passif et capitaux propres			
Passif lié aux dépôts	777,5 \$	834,8 \$	862,6 \$
Autres passifs, montant net	49,2	39,6	43,3
Dette subordonnée	20,0	20,0	20,0
Capitaux propres	101,0	98,0	97,5
Total du passif et des capitaux propres	947,7 \$	992,4 \$	1 023,4 \$

de 2010 et à 72,5 M\$ au premier trimestre de 2011. En plus de constituer une importante autre mesure de rendement, le BAIIA constaté par la Société est l'un des principaux paramètres utilisés par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la section intitulée « Instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque d'illiquidité et à la façon dont elle gère ce risque.

Flux de trésorerie

Le tableau 18, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 584,9 M\$ au cours du trimestre, comparativement à une diminution de 62,8 M\$ au deuxième trimestre de 2010. Pour le semestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 676,8 M\$, comparativement à une augmentation de 169,2 M\$ en 2010.

Les activités opérationnelles, avant les commissions versées, ont généré 242,1 M\$ et 471,2 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2011, respectivement, comparativement à 252,5 M\$ et à 474,5 M\$ en 2010. Les commissions en espèces versées se sont chiffrées à 55,6 M\$ et à 143,8 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre de 2011, comparativement à 55,3 M\$ et à 136,3 M\$, respectivement, en 2010. Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 186,5 M\$ et à

327,4 M\$ pour le trimestre et le semestre de 2011, comparativement à 197,2 M\$ et à 338,2 M\$ pour le trimestre et le semestre correspondants de 2010.

Voici en quoi ont principalement trait les activités de financement du deuxième trimestre de 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010 :

- Une diminution nette de 40,7 M\$ des dépôts et des certificats en 2011, comparativement à une diminution nette de 38,9 M\$ en 2010. La diminution nette en 2011 résulte d'une diminution des niveaux des dépôts à vue.
- Un versement net de 427,1 M\$ en 2011 relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres comparativement à un versement net de 5,6 M\$ en 2010. Le versement net pour 2011 comprenait le règlement d'obligations au montant de 427,6 M\$ relatif à la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$, qui sont présentées dans les Activités d'investissement.
- Une diminution nette de 21,6 M\$ en 2011 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 39,0 M\$ en 2010.
- Le remboursement, à leur échéance, des débetures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$.
- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 6,8 M\$ en 2011, comparativement à 2,8 M\$ en 2010.
- L'achat de 711 300 actions ordinaires en 2011 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 35,2 M\$, comparativement à l'achat de 850 000 actions ordinaires au coût de 29,9 M\$ en 2010.

TABLEAU 18 : FLUX DE TRÉSORERIE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN			SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN		
	2011	2010	VARIATION	2011	2010	VARIATION
Activités opérationnelles						
Avant paiement des commissions	242,1 \$	252,5 \$	(4,1)%	471,2 \$	474,5 \$	(0,7)%
Commissions payées	(55,6)	(55,3)	(0,5)	(143,8)	(136,3)	(5,5)
Dédution faite des commissions payées	186,5	197,2	(5,4)	327,4	338,2	(3,2)
Activités de financement	(1 102,4)	(170,6)	n.s.	(1 292,3)	(305,1)	n.s.
Activités d'investissement	331,0	(89,4)	n.s.	288,1	136,1	111,7
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(584,9)	(62,8)	n.s.	(676,8)	169,2	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 481,7	1 177,1	25,9	1 573,6	945,1	66,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	896,8 \$	1 114,3 \$	(19,5)%	896,8 \$	1 114,3 \$	(19,5)%

- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2011, comparativement à 3,5 M\$ en 2010.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 132,4 M\$ en 2011, comparativement à 134,5 M\$ en 2010.

Voici en quoi ont principalement trait les activités de financement du semestre clos le 30 juin 2011 par rapport au semestre correspondant de 2010 :

- Une diminution nette de 57,3 M\$ des dépôts et des certificats en 2011, comparativement à une diminution nette de 44,7 M\$ en 2010. La diminution nette en 2011 résulte d'une diminution des niveaux des dépôts à vue et des dépôts à terme.
- Un versement net de 421,0 M\$ en 2011 relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres comparativement à un versement net de 5,6 M\$ en 2010. Le versement net pour 2011 comprenait le règlement d'obligations au montant de 427,6 M\$ relatif à la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$, qui sont présentées dans les Activités d'investissement.
- Une diminution nette de 0,1 M\$ en 2011 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 53,0 M\$ en 2010.
- Le remboursement, à leur échéance, des débentures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$.
- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 27,5 M\$ en 2011, comparativement à 16,6 M\$ en 2010.

- L'achat de 2 711 300 actions ordinaires en 2011 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 121,5 M\$, comparativement à l'achat de 1 390 000 actions ordinaires au coût de 51,8 M\$ en 2010.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 4,4 M\$ en 2011, comparativement à 3,5 M\$ en 2010.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 265,5 M\$ en 2011, comparativement à 269,1 M\$ en 2010.

Voici en quoi ont principalement consisté les activités d'investissement du deuxième trimestre de 2011, par rapport au trimestre correspondant de 2010 :

- L'achat de titres totalisant 51,5 M\$ et le produit de 497,8 M\$ de la vente de titres en 2011, comparativement à 66,7 M\$ et à 159,7 M\$, respectivement, en 2010. Le produit en 2011 comprenait la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$.
 - L'augmentation nette des prêts de 109,7 M\$, comparativement à une augmentation nette de 177,6 M\$ en 2010, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- Voici en quoi ont principalement consisté les activités d'investissement du semestre clos le 30 juin 2011, par rapport au semestre correspondant de 2010 :
- L'achat de titres totalisant 125,5 M\$ et le produit de 607,4 M\$ de la vente de titres en 2011, comparativement à 141,8 M\$ et à 464,4 M\$, respectivement, en 2010. Le

produit en 2011 comprenait la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$.

- L'augmentation nette des prêts de 182,5 M\$, comparativement à une augmentation nette de 173,2 M\$ en 2010, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 5,7 G\$ au 30 juin 2011, comparativement à 6,1 G\$ au 31 décembre 2010. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités opérationnelles continues en vue de satisfaire aux exigences en matière de fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences réglementaires en matière de capital comprennent les sociétés de fiducie, les conseillers en valeurs mobilières, les courtiers en valeurs mobilières et les courtiers en épargne collective. De plus, au troisième trimestre de 2010, certaines filiales de la Société se sont inscrites à titre de gestionnaires de fonds d'investissement auprès des commissions des valeurs mobilières concernées, conformément au Règlement 31-103. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Ces filiales se sont conformées à toutes les exigences réglementaires relatives au capital.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 325,0 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 1 775,0 M\$ au 31 décembre 2010. La diminution de 450,0 M\$ est liée à l'arrivée à échéance des débetures à 6,75 %, série 2001, le 9 mai 2011. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives, incluant des

clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Les actions privilégiées perpétuelles de 150 M\$ demeurent inchangées.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2011, la Société a acheté 2 711 300 actions ordinaires au coût de 121,5 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (se reporter à la note 6 des états financiers intermédiaires). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 12 avril 2011 visant jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires pour pouvoir disposer de la flexibilité nécessaire lui permettant d'acheter des actions ordinaires selon les circonstances. Les autres activités de gestion du capital en 2011 comprennent la déclaration de dividendes de 4,4 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles et de 264,6 M\$ sur actions ordinaires. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

À l'heure actuelle, la cote attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») à la dette de premier rang et au passif de la Société est de « A+ » avec une perspective stable. La cote attribuée par Dominion Bond Rating Services (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une perspective stable.

Les cotes de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de cote de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces cotes ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les cotes ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation révisent ces cotes ou les retirent à quelque moment que ce soit.

La cote « A+ », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société par S&P, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories principales réservées aux titres d'emprunt à long terme et indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que la Société est un peu plus vulnérable

aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les sociétés mieux cotées. S&P utilise les signes « + » et « - » pour indiquer la position relative du titre au sein des catégories principales.

Selon S&P, la perspective « stable » indique que S&P considère qu'il est peu probable que la cote change à moyen terme. Une perspective stable n'annonce pas nécessairement une amélioration de la cote.

La cote A (élevée), qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories réservées aux titres d'emprunt à long terme. Selon le système d'évaluation de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la cote A (élevée) sont de qualité satisfaisante en ce qui a trait à la solvabilité et offrent une protection de l'intérêt et du capital considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne cote, les entreprises qui l'obtiennent sont considérées comme plus vulnérables lorsque la situation économique est défavorable et plus susceptibles de démontrer des tendances cycliques que les sociétés ayant obtenu une meilleure cote. La mention « élevée » ou « faible » indique la force relative du titre au sein de sa catégorie, et l'absence d'une telle mention indique que le titre se situe au milieu de sa catégorie.

Selon DBRS, la tendance « stable » aide les investisseurs à comprendre la façon dont elle entrevoit l'avenir du titre.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 19 présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- La juste valeur des instruments financiers à court terme correspond approximativement à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les pensions livrées sur titres, certains autres actifs financiers et d'autres passifs financiers.
- Les titres sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt du marché actuellement offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs

TABLEAU 19 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	30 JUIN 2011		31 DÉCEMBRE 2010	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	896,8 \$	896,8 \$	1 573,6 \$	1 573,6 \$
Titres	476,5	476,5	954,7	954,7
Prêts	4 282,0	4 282,9	4 094,7	4 096,0
Autres actifs financiers	187,8	187,8	203,4	203,4
Actifs dérivés	44,6	44,6	40,9	40,9
Total de l'actif financier	5 887,7 \$	5 888,6 \$	6 867,3 \$	6 868,6 \$
Passif				
Dépôts et certificats	777,5 \$	782,4 \$	834,8 \$	840,1 \$
Pensions livrées sur titres	214,3	214,3	635,3	635,3
Autres passifs financiers	546,4	546,4	665,8	665,8
Passifs dérivés	67,9	67,9	78,7	78,7
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	3 506,9	3 574,5	3 505,5	3 564,4
Dette à long terme	1 325,0	1 523,4	1 775,0	1 966,5
Total du passif financier	6 438,0 \$	6 708,9 \$	7 495,1 \$	7 750,8 \$

attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés pour les titres émis par les entités de titrisation dont les échéances et les caractéristiques sont semblables.

- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt des marchés actuellement en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée en tenant compte des cours du marché actuels pour des débentures et des effets à payer comportant des échéances et des risques similaires.
- La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés annuels contenus dans le rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc. (les « états financiers annuels »), qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2011. La Société gère activement les risques qui découlent de l'utilisation d'instruments financiers. Ces risques comprennent les risques d'illiquidité, de crédit et de marché.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité se rapporte au risque que la Société ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités ou s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- Le contrôle à l'égard des processus de gestion de liquidités.
- L'évaluation des facteurs de stress relativement à divers scénarios opérationnels.
- La supervision de la gestion des liquidités par les comités du conseil d'administration.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2011 et de 2010, la Société a :

- remboursé les débentures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, à leur échéance;
- conclu un appel public à l'épargne le 9 décembre 2010 visant 200 M\$ de débentures venant à échéance en décembre 2040;

- déposé un prospectus préalable de base simplifié en décembre 2010 afin de s'assurer d'accéder aux marchés financiers en temps opportun;
- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires;
- réduit la composante capitaux propres de son portefeuille de titres.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de liquidités pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie opérationnels.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires. Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont vendus aux parties suivantes ou titrisés :

- le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors;
- des tiers, incluant la SCHL ou des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes;
- des investisseurs institutionnels, grâce à des placements privés.

Le Groupe Investors est un émetteur autorisé de TH LNH et un vendeur autorisé dans le cadre du Programme OHC. Ce statut d'émetteur et de vendeur procure au Groupe Investors des sources de financement additionnelles pour les prêts hypothécaires résidentiels (note 4 des états financiers intermédiaires). La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation, lesquelles sont susceptibles de changer.

Les besoins de liquidités des filiales qui sont des fiducies agissant à titre d'intermédiaires financiers sont fondés sur les politiques approuvées par les comités de leur conseil d'administration respectif. Au 30 juin 2011, les liquidités des filiales qui sont des fiducies étaient conformes à ces politiques.

Les échéances contractuelles de la Société sont présentées au tableau 20.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM possède un portefeuille de titres et des marges de crédit qui constituent d'autres sources de liquidités éventuelles. Les marges de crédit opérationnelles de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 325 M\$ au 30 juin 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. Les marges de crédit opérationnelles au 30 juin 2011 étaient constituées de marges de crédit

TABLEAU 20 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 30 juin 2011 (en M\$)	À VUE	MOINS DE 1 AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Dépôts et certificats	562,6 \$	85,1 \$	124,9 \$	4,9 \$	777,5 \$
Autres passifs	–	34,9	32,6	0,4	67,9
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	439,4	3 061,8	5,7	3 506,9
Dette à long terme	–	–	–	1 325,0	1 325,0
Contrats de location simple ¹⁾	–	47,1	134,6	88,4	270,1
Total des obligations contractuelles	562,6 \$	606,5 \$	3 353,9 \$	1 424,4 \$	5 947,4 \$

1) Comprend les locaux à bureaux et le matériel utilisés dans le cours normal des activités.

Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au résultat sur la période d'utilisation.

engagées totalisant 150 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$. Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées, ni sur ses marges de crédit opérationnelles non engagées.

Bien que la Société ait accédé récemment aux marchés financiers, sa capacité d'accéder aux marchés financiers pour réunir des fonds dépend de la conjoncture.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut seront suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie opérationnels, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, incluant l'incidence du rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur le résultat. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque d'illiquidité n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2010.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si l'une des contreparties de la Société dans le cadre d'une transaction ne respecte pas ses engagements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine régulièrement ses pratiques en matière de gestion des risques de crédit pour en évaluer l'efficacité.

Au 30 juin 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 896,8 M\$ étaient composés de soldes

de trésorerie de 75,2 M\$ déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 821,6 M\$. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 146,6 M\$, de papier commercial de 143,7 M\$ garanti par les gouvernements provinciaux et fédéral et d'acceptations bancaires de 501,5 M\$ émises par des banques à charte canadiennes. La Société évalue régulièrement la cote de solvabilité de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

Au 30 juin 2011, les titres à revenu fixe disponibles à la vente étaient composés d'acceptations bancaires de 19,9 M\$, de billets de dépôt de premier rang de banques à charte canadiennes d'un montant de 83,5 M\$ et d'obligations de sociétés et autres de 94,3 M\$. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie ainsi qu'aux titres à revenu fixe disponibles à la vente en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Les titres classés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les Obligations hypothécaires du Canada d'une juste valeur de 213,4 M\$ et les titres à revenu fixe, qui sont composés des billets restructurés des conduits multicédants du VAC d'une juste valeur de 28,9 M\$. Ces justes valeurs correspondent à l'exposition maximale au risque de crédit au 30 juin 2011. Se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires pour plus d'information sur l'évaluation des conduits multicédants du VAC.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement, relatifs aux activités bancaires hypothécaires et d'intermédiaire

de la Société, et la suffisance de la provision générale. Au 30 juin 2011, les prêts totalisaient 4,28 G\$, comparativement à 4,09 G\$ au 31 décembre 2010 et ils comprenaient ce qui suit :

- Les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts à l'investissement liés aux activités d'intermédiaire de la Société, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 105,9 M\$ et 276,6 M\$, respectivement, comparativement à 117,3 M\$ et à 283,6 M\$ au 31 décembre 2010.
- Les prêts hypothécaires résidentiels liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 472,2 M\$, comparativement à 224,4 M\$ au 31 décembre 2010. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.
- Les prêts hypothécaires résidentiels vendus dans le cadre de programmes de titrisation, qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 3,43 G\$, comparativement à 3,47 G\$ au 31 décembre 2010. Lors de l'application des critères de décomptabilisation en vertu d'IAS 39, *Instruments financiers*, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans après la titrisation. Au 30 juin 2011, un passif correspondant de 3,51 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010.

Au 30 juin 2011, les portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités d'intermédiaire de la Société étaient diversifiés sur le plan géographique et étaient composés à 100 % de prêts résidentiels (100 % en 2010), dont 79,0 % étaient assurés (79,7 % en 2010). Le risque de crédit lié au portefeuille de prêts à l'investissement est atténué par l'utilisation de sûretés, principalement sous forme de placements dans des fonds communs de placement. Au 30 juin 2011, les prêts hypothécaires et à l'investissement douteux se chiffraient à néant, comparativement à 0,1 M\$ au 31 décembre 2010. Les portefeuilles de prêts à l'investissement et de prêts hypothécaires non assurés ne comprenaient aucun prêt non productif de plus de 90 jours au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010. Les caractéristiques des portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement n'ont pas changé de façon significative en 2011.

Depuis 2008, la Société a acheté des couvertures d'assurance de portefeuille par l'entremise de la SCHL pour les prêts hypothécaires conventionnels admissibles nouvellement financés. En vertu des TH LNH et du Programme OHC, les prêts hypothécaires titrisés doivent obligatoirement être assurés par un assureur approuvé en cas de défaut, et la Société a également assuré la quasi-totalité de ses prêts titrisés au moyen de programmes de

papier commercial adossé à des actifs. Au 30 juin 2011, le portefeuille de prêts titrisés et les prêts hypothécaires résidentiels de la Société classés comme détenus à des fins de transaction étaient assurés dans une proportion de 94,4 %, comparativement à 94,1 % au 31 décembre 2010. Au 30 juin 2011, les prêts douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 0,8 M\$, comparativement à 1,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les prêts non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 0,5 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 0,3 M\$ au 31 décembre 2010.

La provision pour pertes de crédit pour l'ensemble du portefeuille se chiffrait à 4,3 M\$ au 30 juin 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. La direction considère que cette provision est adéquate en vue d'englober toutes les pertes liées au crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement.

Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société se limite à ses droits conservés. La juste valeur des droits conservés de la Société dans les prêts titrisés se chiffrait à 75,9 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 107,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les droits conservés incluent ce qui suit :

- *Les comptes de réserve en espèces et les droits aux produits d'intérêts nets futurs*, qui se chiffraient à 8,1 M\$ et à 99,5 M\$, respectivement, au 30 juin 2011. Les comptes de réserve en espèces sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts.

La tranche de ce montant relative aux fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes de 43,4 M\$ est subordonnée aux droits de la fiducie et représente l'exposition maximale au risque de crédit lié aux défauts de paiement des emprunteurs à l'échéance. Le risque de crédit lié à ces prêts hypothécaires est atténué par l'assurance relative à ces prêts hypothécaires, dont il a déjà été question, et le risque de crédit de la Société relatif aux prêts assurés incombe à l'assureur. Au 30 juin 2011, les prêts hypothécaires en cours titrisés dans le cadre de ces programmes, chiffrés à 1,05 G\$, étaient assurés dans une proportion de 94,4 %.

Les droits aux produits d'intérêts nets futurs en vertu des TH LNH et du Programme OHC totalisaient 64,2 M\$. Conformément aux TH LNH et à ce programme, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les débiteurs hypothécaires aient reçu les montants ou non. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la

SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Les prêts hypothécaires en cours titrisés en vertu de ces programmes totalisent 2,4 G\$.

- *Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital*, dont la juste valeur négative s'établissait à 31,7 M\$ au 30 juin 2011, qui sont reflétés dans le bilan de la Société. Ces swaps représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Le montant notionnel de ces swaps était de 538,9 M\$ au 30 juin 2011.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

La Société utilise des dérivés pour couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés à ses activités bancaires hypothécaires et à ses activités de titrisation, ainsi qu'au risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions.

La Société participe au Programme OHC en concluant des swaps adossés, en vertu desquels les banques à charte canadiennes de l'annexe I désignées par la Société agissent à titre d'intermédiaires entre la Société et la Fiducie du Canada pour l'habitation. La Société reçoit des coupons liés aux TH LNH et sur les réinvestissements de capital admissibles et paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut également des swaps de taux d'intérêt afin de couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associé au programme. Au 30 juin 2011, la juste valeur négative de ces swaps totalisait 25,7 M\$ et le montant notionnel en cours s'élevait à 3,9 G\$. Certains de ces swaps concernent des prêts titrisés qui n'ont pas été décomptabilisés; par conséquent, les prêts hypothécaires et l'obligation connexe ont été constatés dans le bilan. Par conséquent, ces swaps, d'un montant notionnel en cours de 2,4 G\$ et d'une juste valeur négative de 22,7 M\$, ne sont pas reflétés dans le bilan. Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital et les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement, d'un montant notionnel en cours de 1,6 G\$ et d'une juste valeur négative de 3,0 M\$, sont reflétés dans le bilan. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de gain, totalisait 31,6 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 21,7 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts titrisés par

l'intermédiaire de programmes de PCAA commandité par des banques canadiennes. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 31,6 M\$ sur un montant notionnel en cours de 1,23 G\$ au 30 juin 2011. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de gain, totalisait 1,0 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 1,3 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société a aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La juste valeur de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 9,5 M\$ sur un montant notionnel en cours de 0,2 G\$ au 30 juin 2011. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de gain, totalisait 9,5 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 15,1 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société conclut d'autres contrats d'instruments dérivés, qui sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires détenus par la Société en attendant leur vente ou à l'égard desquels elle s'est engagée, ainsi que des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré sur les actions ordinaires de la Société financière IGM utilisés afin de couvrir les accords de rémunération différée. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré totalisait 1,8 M\$ sur un montant notionnel en cours de 293,0 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à une juste valeur de 0,8 M\$ sur un montant notionnel en cours de 118,1 M\$ au 31 décembre 2010. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur de ces instruments qui sont en position de gain, était de 2,5 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2010.

Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux produits dérivés qui sont en position de gain, chiffré à 44,6 M\$, ne donne pas effet à des conventions de compensation ni à des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des arrangements de garantie, se chiffrait à 0,3 M\$ au 30 juin 2011. Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux produits dérivés de la Société était négligeable au 30 juin 2011. La gestion du risque de crédit n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

Se référer aux notes 1, 4 et 17 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers. La majorité des instruments financiers de la Société sont libellés en dollars canadiens et ne sont pas exposés de façon significative aux fluctuations des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts, ses titres à revenu fixe, ses Obligations hypothécaires du Canada et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire.

Par la gestion de son bilan, la Société cherche à contrôler les risques de taux d'intérêt liés à ses activités d'intermédiaire en gérant activement son exposition au risque de taux d'intérêt. Au 30 juin 2011, l'écart total entre l'actif et le passif au titre des dépôts sur un an respectait les lignes directrices des filiales de la Société qui sont des fiducies.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses activités bancaires hypothécaires comme suit :

- Dans le cadre de ses transactions de titrisation avec des fiducies de titrisation commanditées par des banques, la Société a financé des prêts hypothécaires à taux fixe au moyen de PCAA. Afin de couvrir le risque lié à la hausse des taux du PCAA, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I. La Société demeure toutefois exposée au risque de corrélation, c'est-à-dire que les taux du PCCA soient plus élevés que ceux des acceptations bancaires.
- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable diminuent. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société a également droit au rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur les prêts hypothécaires titrisés et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada, qui sont souvent à taux fixe. La Société couvre le risque que le rendement résultant du réinvestissement diminue en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I.

- La Société est exposée à l'incidence que les variations des taux d'intérêt pourraient avoir sur la valeur de ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt sur ces obligations.
- La Société est également exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires détenus par la Société ou à l'égard desquels elle s'est engagée. La Société pourrait conclure des swaps de taux d'intérêt pour couvrir ce risque.

Au 30 juin 2011, l'incidence d'une fluctuation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net aurait été d'approximativement 5,6 M\$. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses placements dans des actions ordinaires et dans des fonds d'investissement exclusifs, qui sont classés comme disponibles à la vente comme l'illustre le tableau 15. Les profits et les pertes latents sur ces titres sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse importante ou prolongée de la valeur, moment auquel ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

RISQUE DE MARCHÉ LIÉ À L'ACTIF GÉRÉ

Au 30 juin 2011, le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 130,2 G\$, soit une hausse de 0,5 % comparativement au 31 décembre 2010.

La Société est assujettie au risque de volatilité de l'actif découlant de l'évolution des marchés financiers et boursiers canadiens et internationaux. Les mouvements dans ces marchés ont occasionné par le passé, et occasionneront dans l'avenir, des fluctuations de l'actif géré, des produits et du résultat de la Société. La conjoncture économique mondiale, exacerbée par les crises financières, les mouvements des marchés boursiers, les taux de change, les taux d'intérêt, les taux d'inflation, les courbes de rendement, les défaillances des contreparties des dérivés et d'autres facteurs difficiles à prédire, comme l'instabilité politique et gouvernementale, a une incidence sur la composition, les valeurs de marché et les niveaux de l'actif géré.

Les fonds gérés par la Société peuvent être assujettis à des rachats imprévus par suite de tels événements. Une

conjoncture évolutive peut aussi occasionner une variation de la composition de l'actif entre les actions et les titres à revenu fixe, qui pourrait donner lieu, selon la nature de l'actif géré et le niveau des frais de gestion réalisés par la Société, à une baisse des produits et du résultat de la Société.

Les taux d'intérêt, qui affichent une faiblesse sans précédent, ont fait baisser de façon importante les rendements des fonds communs de placement du marché monétaire et de gestion du rendement (fiducies à participation unitaire et sociétés de fonds) de la Société. Depuis 2009, le Groupe Investors et Mackenzie ont renoncé à une partie des honoraires de gestion ou absorbé certaines charges en vue de s'assurer que ces fonds maintiennent des rendements positifs. La Société passera en revue ses pratiques à cet égard en réponse à l'évolution de la conjoncture.

La Société financière IGM fournit à ses conseillers attirés et aux conseillers financiers indépendants un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, répartis par catégorie d'actifs, pays ou région et style de gestion qui, à leur tour, devraient permettre de maintenir de solides relations avec la clientèle et d'enregistrer des taux de rachat plus bas.

Le secteur des fonds communs de placement et les conseillers financiers continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, nos conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 21 et décrits dans les sections des résultats opérationnels par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

AUTRES FACTEURS DE RISQUE

Risque de distribution

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats opérationnels et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur la croissance de son réseau de conseillers, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Mackenzie – La quasi-totalité des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie sont réalisées par des conseillers financiers indépendants. La commercialisation des produits de Mackenzie dépend fortement de l'accès à divers canaux de distribution. En règle générale, ces conseillers financiers indépendants offrent également à leurs clients des produits de placement de concurrents. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats opérationnels et à ses perspectives de façon importante. Toutefois, le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés servant les conseillers financiers indépendants du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique intitulée « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

TABLEAU 21 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

Aux 30 juin	2011	2010
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	8,5 %	7,7 %
Mackenzie	15,9 %	15,7 %
Counsel	11,5 %	12,3 %

Le cadre réglementaire

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autorégulation auxquels elles appartiennent. Les principales autorités de réglementation qui régissent la Société et ses filiales sont les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont de plus en plus nombreuses. La Société et ses filiales sont assujetties aux examens de réglementation réguliers dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités.

À défaut de se conformer aux lois et règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à la réglementation en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. Elle surveille régulièrement les développements en matière de réglementation et leur incidence sur la Société. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant le domaine de la conformité et le domaine juridique, la formation, les tests, le contrôle et la présentation de l'information. Le comité d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le

caractère concurrentiel des produits de la Société comprennent les frais réglementaires, le traitement fiscal, les obligations en matière d'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation distincte ou d'une application différente de la réglementation. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié aux acquisitions

Bien que la Société entreprenne un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des résultats ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

Risque lié aux modèles

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles.

Perspectives

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Au 30 juin 2011, l'actif du secteur des fonds communs de placement au Canada présenté par l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») totalisait environ 656,4 G\$, soit une hausse de 3,3 % par rapport au 31 décembre 2010 sur une base comparative.

Les courtiers en épargne collective et les autres sociétés de planification financière forment un canal de distribution important pour les fonds communs de placement au Canada. En effet, au 31 mars 2011, ils étaient à l'origine de 49,8 % des ventes de fonds communs de placement à long terme.

Les banques canadiennes distribuent des produits et services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Au cours des dernières années, les succursales des banques ont davantage mis l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 39 % du total de l'actif du secteur des fonds communs de placement à long terme au 31 mars 2011.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant près de 81 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 mars 2011. La direction est d'avis que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La déréglementation, la concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et services qui leur sont propres. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance s'atténuent, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets au moyen d'une vaste gamme de produits.

Les fonds d'investissement, incluant les fonds communs de placement, demeurent la catégorie d'actifs financiers favorite des Canadiens pour leurs économies de retraite, et ils constituent plus du tiers des actifs financiers

discrétionnaires canadiens à long terme. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Le secteur des services financiers continue d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes et une nette préférence des investisseurs à faire affaire avec un conseiller.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Des changements au cadre réglementaire.
- Un environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurances. Le Groupe Investors, Mackenzie et Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec d'autres catégories d'actifs comme les actions, les obligations et d'autres instruments de placement passifs, pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

De nombreux faits indiquent que les Canadiens accordent de l'importance aux conseils dans leurs activités de planification financière et de placement. Diverses études démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. Nous sommes d'avis que la prestation de services exhaustifs de planification financière constitue un avantage concurrentiel et que cela continuera d'être le cas.

Dans ce contexte, il est plus important que jamais d'entretenir une solide relation avec un conseiller pour maintenir le cap sur ses objectifs financiers à court et à long terme. Un thème fondamental du modèle d'entreprise de la Société est de soutenir les conseillers financiers qui

travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers.

Le Groupe Investors continue de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients en offrant une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, et ses conseillers travaillent avec les clients pour les aider à comprendre les répercussions de la volatilité des marchés financiers sur leur planification financière à long terme.

Mackenzie maintient sa stratégie axée sur la collaboration avec les réseaux de services-conseils indépendants pour offrir une gamme variée de produits assortie de multiples styles de placement en vue de répondre aux besoins en constante évolution des investisseurs.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires.

La direction est d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir, car elle dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée mettant l'accent sur les conseillers financiers.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.
- Des économies d'échelle considérables.
- Son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power, dont font aussi partie la Great-West, la London Life et la Canada-Vie.

Ces points forts sont présentés plus en détail à la rubrique intitulée « Perspectives » du rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2010 de la Société financière IGM Inc.

Estimations et méthodes comptables critiques

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Pour rédiger des états financiers conformément aux IFRS, la direction doit adopter des méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 1 des états financiers intermédiaires.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après.

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts et créances, des dépôts et des certificats et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. La Société détient également des instruments financiers, incluant les dérivés relatifs à ses prêts titrisés, où les cours de marché ne sont pas disponibles. Dans ces cas, les valeurs sont déterminées au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements significatifs sur le plan du résultat net.

Les titres de placement de la Société classés comme disponibles à la vente comprennent les titres de capitaux propres détenus comme placements à long terme, les titres d'emprunt et les placements dans des fonds communs de placement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres qui ne sont pas désignés comme des éléments constitutifs d'une relation de couverture sont comptabilisés au poste Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou qu'il existe une indication objective d'une baisse importante ou prolongée de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat. La direction examine régulièrement les titres de placement classés comme disponibles à la vente pour déterminer s'il existe une indication objective d'une baisse importante ou

prolongée de la valeur. La Société tient compte de facteurs tels que la nature du placement et le laps de temps pendant lequel la juste valeur est inférieure au coût. Une modification importante dans cette évaluation pourrait se traduire par la constatation dans le résultat net de pertes latentes. Pour plus de détails, veuillez consulter les rubriques intitulées « Situation financière consolidée » et « Instruments financiers » du présent rapport de gestion, la note 2 des états financiers intermédiaires et la note 18 des états financiers annuels.

- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 7 des états financiers annuels. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des frais de vente et la valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins d'évaluation de la valeur recouvrable, des modèles d'évaluation comprenant des flux de trésorerie actualisés, des acquisitions comparables et des multiples de transactions du secteur sont utilisés. Les modèles ont recours à des hypothèses comprenant des niveaux de croissance de l'actif géré découlant des ventes nettes et de l'évolution du marché, les variations de prix et de marges, les synergies réalisées à l'acquisition, les taux d'actualisation ainsi que les données observables pour des transactions comparables.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 31 mars 2011 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur. Dans le contexte de la transition aux IFRS, la Société a aussi réalisé son

test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée au 1^{er} janvier 2010; elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré et, de plus, l'impôt sur le résultat des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion et à la note 11 des états financiers annuels.
- *Avantages du personnel* – La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes complémentaires de retraite des cadres (les « RCRC ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes d'avantages définis est le 31 décembre.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de la charge et de l'obligation au titre des

prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une cote AA. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société a décidé de constater les écarts actuariels de tous ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global lors de la transition aux IFRS.

En 2010, le rendement des actifs du régime de retraite à prestations définies a continué de profiter de l'amélioration de la conjoncture économique. L'actif du régime de retraite a augmenté pour atteindre 226,6 M\$ au 31 décembre 2010, par rapport à 206,9 M\$ au 31 décembre 2009. Une tranche de 23,4 M\$ de cette augmentation est attribuable au taux de rendement réel total des actifs du régime, comparativement à un taux de rendement estimatif de 14,3 M\$ fondé sur l'hypothèse relative au taux de rendement à long terme attendu de la Société. Le gain actuariel de 9,1 M\$ qui en résulte a été constaté dans les autres éléments du résultat global en 2010. Le rendement des obligations a diminué en 2010, ce qui a eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les diverses obligations au titre des prestations définies de la Société. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations au titre du régime de retraite à prestations définies au 31 décembre 2010 ont diminué de façon considérable en 2010 comparativement à 2009 et ont donné lieu à des pertes actuarielles de 42,5 M\$, qui ont été constatées dans les autres éléments du résultat global en 2010. Le régime à prestations définies a constaté un excédent de capitalisation de 12,8 M\$ au 31 décembre 2010, comparativement à un excédent de 43,4 M\$ à la fin de 2009. Les obligations au titre des prestations constituées relativement au RCRC non capitalisé et aux autres régimes d'avantages complémentaires de retraite se sont chiffrées à 36,2 M\$ et à 32,8 M\$, respectivement, au 31 décembre 2010, comparativement à 16,8 M\$ et à 26,8 M\$ en 2009.

Au premier semestre de 2011, l'augmentation de la juste valeur de l'actif des régimes de retraite à prestations définies attribuable au taux de rendement total de l'actif s'est chiffrée à 2,4 M\$, comparativement à un taux de rendement estimatif de 7,8 M\$. La perte actuarielle de 5,4 M\$ en 2011 a été constatée dans les autres éléments du résultat global. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les diverses obligations au titre des régimes à prestations définies étaient les mêmes au 30 juin 2011 qu'au 31 décembre 2010.

- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

La Société a adopté les IFRS au 1^{er} janvier 2011 et a préparé ses états financiers intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011 en vertu des méthodes comptables conformes aux IFRS. Les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 seront les premiers états financiers annuels conformes aux IFRS.

La note 14 des états financiers intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011 décrit les choix initiaux de la Société au moment de l'adoption des IFRS et présente les différences et des rapprochements entre le référentiel comptable antérieur et les IFRS pour ce qui est des méthodes comptables.

La Société a élaboré un projet de basculement aux IFRS qui abordait les éléments clés de la conversion aux IFRS et incluait une structure officielle de gouvernance du projet. Le projet est pratiquement achevé; l'attention se porte sur les étapes restantes, soit la publication des états financiers du troisième trimestre et annuels conformément aux IFRS.

Changements de méthodes comptables

Les paragraphes suivants décrivent les méthodes comptables choisies en vertu des IFRS qui diffèrent des méthodes utilisées antérieurement par la Société.

Décomptabilisation des actifs financiers

En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages

inhérents à la propriété. Par conséquent, les transactions de titrisation par l'entremise des programmes OHC et de PCAA sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis plutôt que comme des ventes. Les profits à l'égard de ces programmes ne sont plus constatés lorsque les transactions ont lieu. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et l'obligation correspondante sont comptabilisés au coût amorti; ii) les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires.

Commissions de vente différées

Les commissions versées à la vente de certaines parts de fonds communs de placement sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et sont amorties sur leur durée d'utilité. La norme IFRS relative aux immobilisations incorporelles traite plus particulièrement de la cession des immobilisations incorporelles. Lorsqu'un client des fonds communs de placement fait racheter des parts dans certains fonds communs de placement, les frais de rachat versés par le client sont constatés par la Société dans les produits. L'actif à l'égard des commissions de vente différées non amorti lié aux parts rachetées est inscrit à titre de cession.

Paiements fondés sur des actions

En vertu des IFRS, la méthode d'acquisition graduelle des droits est utilisée pour constater la charge de rémunération liée aux attributions dont les droits sont acquis par versements tout au long de la période d'acquisition des droits, par opposition à la méthode de comptabilisation linéaire auparavant appliquée par la Société. La charge de rémunération est constatée sur une base accélérée; par conséquent, une charge de rémunération plus élevée est constatée plus tôt au cours de la période d'amortissement du droit à un paiement fondé sur des actions.

Avantages du personnel

La Société a décidé de constater les écarts actuariels liés à ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global plutôt que de les amortir dans le résultat net. Les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis sont constatés immédiatement dans les charges au titre des avantages.

Impôt sur le résultat différé

En vertu des IFRS, le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises n'est pas ajusté en fonction de l'incidence fiscale des différences entre le coût de comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition.

Provisions

En vertu des IFRS, une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, les IFRS prévoient l'utilisation de la moyenne pondérée de tous les résultats possibles, ou la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles.

Contrôle interne

La Société a préparé et mis en œuvre des modifications à ses systèmes et processus d'information financière afin de se préparer à une transition efficace aux IFRS. De plus, les contrôles internes et les procédures comptables de la Société ont été modifiés, au besoin, en fonction de l'adoption des méthodes comptables conformes aux IFRS. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société continue de suivre les modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et d'analyser l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9, qui modifie les critères de classement et d'évaluation des instruments financiers qui sont dans le champ d'application d'IAS 39. La norme est actuellement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. On prévoit cependant que l'IASB publiera un exposé-sondage proposant un report de l'entrée en vigueur de la norme au-delà de cette date.

IFRS 10, États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10, qui présente un modèle de consolidation unique pour toutes les entités. Cette norme porte sur le contrôle, y compris les droits détenus par un investisseur quant aux rendements variables liés à sa participation dans l'entreprise détenue et la capacité de l'investisseur d'influer sur ces rendements grâce au pouvoir qu'il exerce sur l'entreprise détenue. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

L'IASB a publié IFRS 12, qui intègre dans une seule norme toutes les dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui concerne les participations dans des filiales, des accords conjoints, des entreprises associées et des entreprises structurées non consolidées. Les dispositions relatives aux informations à fournir donnent les renseignements nécessaires pour évaluer la nature de la participation d'une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont liés, de même que l'incidence de ces participations sur les états financiers de l'entité. La norme est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 13, Évaluation à la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 afin de réunir dans une seule norme toutes les directives relatives à l'information à fournir et à l'évaluation à l'égard de la juste valeur. La juste valeur se définit comme le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou versé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction volontaire entre des intervenants du marché. En vertu de cette norme, les informations à fournir dans les états financiers sont plus complètes. La norme est en vigueur de façon prospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IAS 1, Présentation des états financiers

L'IASB a modifié IAS 1 en ce qui concerne la présentation des autres éléments du résultat global. Ces modifications ont pour principal effet d'obliger les entités à regrouper les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global selon qu'ils seront ou non reclassés ultérieurement dans le résultat net. Les modifications sont appliquées de manière rétrospective et entrent en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012.

IAS 19, Avantages du personnel

L'IASB a publié IAS 19, qui modifie les critères d'évaluation et de présentation des régimes à prestations définies. Au nombre des changements apportés figure ce qui suit :

- L'élimination de la méthode de la réduction du coût (l'approche du corridor) lors de la comptabilisation des écarts actuariels dans le résultat net. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et ne sont pas reclassés dans le résultat net au cours de périodes ultérieures.

- Des changements dans la comptabilisation des coûts des services passés. Les coûts des services passés découlant des changements ou des réductions des régimes sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle les changements ou les réductions sont survenus, sans égard à l'acquisition des droits.
- L'élimination du concept de rendement attendu des actifs. IAS 19 révisée exige le recours au taux d'actualisation plutôt qu'au rendement attendu des actifs pour déterminer la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite.

Les informations à fournir dans les états financiers sont plus exhaustives en vertu de la norme modifiée. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

Autres

L'IASB entreprend actuellement plusieurs projets qui donneront lieu à des changements des normes IFRS existantes, lesquels pourraient avoir une incidence sur la Société.

Norme IFRS	Date d'émission prévue
Actifs et passifs de compensation	T4 2011 – Norme définitive
Consolidation – sociétés d'investissement	T3 2011 – Exposé-sondage
Dépréciation	T3 2011 – Exposé-sondage
Comptabilisation des produits	T3 2011 – Exposé-sondage
Contrats de location	T4 2011 – Exposé-sondage
Comptabilité de couverture	T4 2011 – Norme définitive

Source : site Web de l'IASB, à l'adresse www.iasb.org

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du deuxième trimestre de 2011, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Il n'y a eu aucun changement aux types de transactions entre parties liées depuis le 31 décembre 2010, excepté ce qui suit :

- En février 2011, après avoir obtenu une décision anticipée, la Société a convenu d'une transaction de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power.

Le 23 février 2011, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,0 G\$. La Société a émis des débentures garanties à 6,00 % totalisant 1,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit. Par conséquent, les actions privilégiées et les débentures, ainsi que les produits de dividendes et les charges connexes, sont contrebalancés dans les états financiers intermédiaires de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

La Société a également accepté d'acquérir les actions d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, qui a enregistré des pertes fiscales découlant d'une transaction semblable à celle qui a été décrite ci-dessus. La Société a constaté l'avantage des pertes fiscales réalisées au 30 juin 2011.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter à la note 12 des états financiers intermédiaires et aux notes 5 et 21 des états financiers annuels.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 juin 2011, il y avait 257 930 829 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 3 août 2011, il y en avait 257 941 215.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.

États financiers consolidés résumés intermédiaires

Comptes consolidés de résultat

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)</i>	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Produits				
Honoraires de gestion	491 734 \$	455 458 \$	983 796 \$	905 192 \$
Honoraires d'administration	92 982	89 168	185 775	177 682
Honoraires de distribution	83 997	71 946	173 688	144 795
Produits tirés des placements nets et autres produits	41 496	20 094	87 356	74 306
	710 209	636 666	1 430 615	1 301 975
Charges				
Commissions	228 866	212 005	462 495	425 701
Frais autres que les commissions	171 980	159 016	341 163	318 043
Charges d'intérêts	26 139	27 571	56 410	54 873
	426 985	398 592	860 068	798 617
Résultat avant impôt sur le résultat	283 224	238 074	570 547	503 358
Impôt sur le résultat	64 116	57 589	137 396	127 640
Résultat net	219 108	180 485	433 151	375 718
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 212	2 213	4 425	5 680
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	216 896 \$	178 272 \$	428 726 \$	370 038 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires <i>(en milliers) (note 11)</i>				
– De base	258 296	262 339	258 792	262 485
– Dilué	259 559	263 567	259 892	263 790
Résultat par action <i>(en dollars) (note 11)</i>				
– De base	0,84 \$	0,68 \$	1,66 \$	1,41 \$
– Dilué	0,84 \$	0,68 \$	1,65 \$	1,40 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

États consolidés du résultat global

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Résultat net	219 108 \$	180 485 \$	433 151 \$	375 718 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Titres disponibles à la vente				
Profits (pertes) net(te)s latent(e)s, <i>déduction faite de l'impôt de (280) \$, de 1 050 \$, de (260) \$ et de (303) \$</i>	1 281	(4 923)	790	2 530
Reclassement des (profits) pertes réalisé(e)s dans le résultat net, <i>déduction faite de l'impôt de 162 \$, de 182 \$, de 490 \$ et de 1 154 \$</i>	(366)	(697)	(1 256)	(6 247)
	915	(5 620)	(466)	(3 717)
Avantages du personnel				
Gains (pertes) actuariel(le)s net(te)s, <i>déduction faite de l'impôt de 3 252 \$, de 2 253 \$, de 1 471 \$ et de 4 505 \$</i>	(8 791)	(6 090)	(3 978)	(12 180)
Participation dans une société affiliée et autres				
Autres éléments du résultat global, <i>déduction faite de l'impôt de (83) \$, de (31) \$, de (183) \$ et de (17) \$</i>	(3 551)	(16 734)	(19 254)	(22 834)
	(11 427)	(28 444)	(23 698)	(38 731)
Résultat global	207 681 \$	152 041 \$	409 453 \$	336 987 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Bilans consolidés

(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	30 JUIN 2011	31 DÉCEMBRE 2010	1 ^{ER} JANVIER 2010
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	896 817 \$	1 573 626 \$	945 081 \$
Titres (note 2)	476 533	954 691	1 246 259
Prêts (note 3)	4 281 971	4 094 652	3 928 361
Participation dans une société affiliée	572 100	580 478	574 754
Commissions de vente différées	795 240	794 581	847 427
Autres actifs	389 281	405 579	470 153
Immobilisations incorporelles	1 119 508	1 123 006	1 121 269
Goodwill	2 639 521	2 639 465	2 613 532
	11 170 971 \$	12 166 078 \$	11 746 836 \$
Passif			
Dépôts et certificats	777 501 \$	834 801 \$	907 343 \$
Pensions livrées sur titres (note 2)	214 300	635 302	629 817
Autres passifs	695 409	823 913	742 200
Impôt sur le résultat différé	277 103	264 255	288 456
Obligations à l'égard d'entités de titrisation (note 4)	3 506 877	3 505 451	3 310 084
Dette à long terme (note 5)	1 325 000	1 775 000	1 575 000
	6 796 190	7 838 722	7 452 900
Capitaux propres			
Capital social			
Actions privilégiées perpétuelles	150 000	150 000	150 000
Actions ordinaires	1 580 977	1 567 725	1 562 925
Surplus d'apport	36 955	37 785	37 845
Résultats non distribués	2 655 610	2 596 909	2 534 216
Cumul des autres éléments du résultat global	(48 761)	(25 063)	8 950
	4 374 781	4 327 356	4 293 936
	11 170 971 \$	12 166 078 \$	11 746 836 \$

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 4 août 2011.

(Se reporter aux notes annexes.)

États consolidés des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN

2011 2010

Capital social – actions privilégiées perpétuelles (note 6)

Solde à la fin	150 000 \$	150 000 \$
----------------	------------	------------

Capital social – actions ordinaires (note 6)

Solde au début	1 567 725	1 562 925
Émises en vertu du régime d'options sur actions	29 749	13 984
Rachetées aux fins d'annulation	(16 497)	(8 321)
Solde à la fin	1 580 977	1 568 588

Surplus d'apport

Solde au début	37 785	37 845
Options sur actions		
Charge de la période	2 589	132
Exercées	(3 419)	(1 675)
Solde à la fin	36 955	36 302

Résultats non distribués

Solde au début	2 596 909	2 534 216
Résultat net	433 151	375 718
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(4 425)	(5 680)
Dividendes sur actions ordinaires	(264 645)	(268 811)
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres (note 6)	(105 380)	(44 105)
Solde à la fin	2 655 610	2 591 338

Cumul des autres éléments du résultat global sur les éléments suivants :

Titres disponibles à la vente

Solde au début	2 357	1 321
Variation des profits (pertes) latent(e)s, déduction faite de l'impôt	(466)	(3 717)
Solde à la fin	1 891	(2 396)

Avantages du personnel

Solde au début	(24 359)	–
Variation des gains (pertes) actuariel(le)s, déduction faite de l'impôt	(3 978)	(12 180)
Solde à la fin	(28 337)	(12 180)

Participation dans une société affiliée et autres

Solde au début	(3 061)	7 629
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(19 254)	(22 834)
Solde à la fin	(22 315)	(15 205)

Total du cumul des autres éléments du résultat global à la fin	(48 761)	(29 781)
---	-----------------	-----------------

Total des capitaux propres

4 374 781 \$	4 316 447 \$
--------------	--------------

(Se reporter aux notes annexes.)

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN

2011 2010

Activités opérationnelles

Résultat net	433 151 \$	375 718 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		
Impôt sur le résultat différé	14 878	2 668
Amortissement des commissions	143 137	148 266
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	16 501	16 154
Variation des actifs et passifs opérationnels et autres	(136 424)	(68 334)
	471 243	474 472
Commissions versées	(143 796)	(136 266)
	327 447	338 206

Activités de financement

Diminution nette des dépôts et des certificats	(57 300)	(44 706)
Diminution nette de l'obligation relative aux actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres	(421 002)	(5 585)
(Diminution) augmentation nette des obligations à l'égard d'entités de titrisation	(110)	53 012
Remboursement sur la dette à long terme	(450 000)	–
Émission d'actions ordinaires	27 532	16 574
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(121 479)	(51 838)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles versés	(4 425)	(3 467)
Dividendes sur actions ordinaires versés	(265 531)	(269 101)
	(1 292 315)	(305 111)

Activités d'investissement

Achat de titres	(125 500)	(141 845)
Produit de la vente de titres	607 435	464 368
Augmentation nette des prêts	(182 508)	(173 209)
Ajouts aux immobilisations corporelles, montant net	(7 744)	(4 916)
Ajouts aux immobilisations incorporelles, montant net	(3 624)	(8 244)
	288 059	136 154
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(676 809)	169 249
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 573 626	945 081

Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin

	896 817 \$	1 114 330 \$
Trésorerie	75 189 \$	79 323 \$
Équivalents de trésorerie	821 628	1 035 007
	896 817 \$	1 114 330 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

Intérêts et dividendes reçus	114 264 \$	109 914 \$
Intérêts versés au cours du trimestre	107 517	89 823
Impôt sur le résultat payé au cours du trimestre	182 931	143 765

(Se reporter aux notes annexes.)

Notes annexes

30 JUIN 2011 (non audité) (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») de la Société financière IGM Inc. (la « Société ») ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public, soit les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à IFRS 1, *Première application des IFRS* (« IFRS 1 »). Ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux méthodes comptables que la Société prévoit adopter dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2011 et ils se fondent sur les IFRS et sur les interprétations du Comité d'interprétation des Normes internationales d'information financière (l'« IFRIC ») qui, de l'avis de la Société, devraient être en vigueur à cette date. À moins d'avis contraire, les méthodes décrites ci-dessous ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées.

Par le passé, les états financiers consolidés de la Société étaient préparés en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada (le « référentiel comptable antérieur »). Le référentiel comptable antérieur diffère des IFRS à certains égards. Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires, afin de se conformer aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes comptables et d'évaluation qui étaient employées dans la préparation des états financiers selon le référentiel comptable antérieur. Les données comparatives pour 2010 ont été retraitées afin de refléter ces différences. Certaines informations et notes à fournir considérées comme significatives à la compréhension des états financiers intermédiaires de la Société et qui figurent normalement dans les états financiers annuels préparés en vertu des IFRS sont intégrées aux présentes, ainsi que des rapprochements et une description de l'incidence de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS (note 14).

Utilisation du jugement, d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en vertu des IFRS exige de la direction qu'elle exerce son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Elle exige également de la direction qu'elle fasse des estimations et énonce des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers intermédiaires et dans les notes annexes. Les principaux secteurs pour lesquels la direction a dû exercer son jugement comprennent l'établissement des actifs financiers qui doivent être décomptabilisés, l'évaluation du classement approprié pour les instruments financiers, y compris ceux classés à la juste valeur par le biais du résultat net, et l'établissement de l'existence d'une influence notable pour ce qui est de la participation de la Société dans une société affiliée. Les composantes clés de ces états financiers nécessitant de la direction qu'elle fasse des estimations comprennent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill, les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente différées, les provisions et les avantages du personnel. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Principes de consolidation

Les états financiers intermédiaires regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés. La Société est sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

La participation dans une société affiliée correspond à la participation de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), sur laquelle la Société exerce une influence notable, mais sur laquelle elle n'exerce pas de contrôle. Elle est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. La participation dans Lifeco était initialement inscrite au coût, et la valeur comptable est augmentée ou réduite afin de constater la quote-part revenant à la Société du profit ou de la perte depuis la date d'acquisition.

Comptabilisation des produits

Les honoraires de gestion sont fondés sur la valeur liquidative de l'actif géré des fonds communs de placement et sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement lorsque le service est fourni. Les honoraires d'administration sont également constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement lorsque le service est fourni. Les honoraires de distribution liés aux opérations sur fonds communs de placement et sur titres sont constatés à la date de transaction. Les honoraires de distribution relatifs aux opérations liées aux produits d'assurance et aux autres services financiers sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Instruments financiers

Tous les actifs financiers sont classés dans l'une des catégories suivantes : disponibles à la vente, à la juste valeur par le biais du résultat net, ou prêts et créances. Le classement est établi en fonction des fins auxquelles les actifs financiers ont été acquis. La direction classe ses actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale. Les actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont des actifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction ou, lors de la comptabilisation initiale, sont désignés par la Société comme à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis principalement afin d'être vendus à brève échéance. Les dérivés sont également considérés comme détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils aient été désignés comme instruments de couverture. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs. Les actifs financiers disponibles à la vente sont des instruments financiers non dérivés qui sont classés dans cette catégorie ou qui ne sont classés dans aucune des autres catégories.

Tous les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés, à l'exception des prêts et créances, lesquels sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers sont classés soit comme des passifs financiers évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, lesquels sont comptabilisés à la juste valeur.

Les profits et les pertes latents sur les actifs financiers classés comme disponibles à la vente, ainsi que les montants des autres éléments du résultat global, incluant les gains et les pertes de change latents sur conversion liés à la participation de la Société dans sa société affiliée, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global, déduction faite de l'impôt. Le cumul des autres éléments du résultat global fait partie des capitaux propres.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires composés de placements hautement liquides échéant à court terme. Les produits d'intérêts sont enregistrés selon la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Titres

Les titres de placement, qui sont comptabilisés selon la date de transaction, sont classés soit comme disponibles à la vente, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les titres disponibles à la vente comprennent les titres de participation détenus comme placements à long terme, les placements dans des fonds d'investissement exclusifs et les titres à revenu fixe. Les profits et les pertes réalisés à la cession des titres disponibles à la vente, les dividendes déclarés, les produits d'intérêts, ainsi que l'amortissement d'escomptes ou de primes selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat. Les profits et pertes latents sur les titres désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de juste valeur sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture sont comptabilisés dans le poste Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus à des fins de transaction et comprennent les Obligations hypothécaires du Canada et les titres à revenu fixe. Les profits et les pertes réalisés et latents ainsi que les produits d'intérêts sur ces titres sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Prêts

Les prêts sont classés comme détenus à des fins de transaction ou comme des prêts et créances, selon l'intention de la Société de vendre ces prêts dans un avenir proche.

Les prêts classés comme détenus aux fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant constatées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits. Les prêts classés dans les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, moins une provision pour pertes de crédit. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au moyen du taux d'intérêt effectif et sont constatés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Prêts (suite)

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'existe plus d'assurance raisonnable de recouvrer en totalité le capital et les intérêts aux dates prévues. Un prêt est également classé dans cette catégorie lorsque les intérêts ou le capital sont en souffrance depuis 90 jours aux termes du contrat, sauf dans les cas où la direction juge que l'on ne peut douter du recouvrement du capital et des intérêts.

La Société maintient une provision pour pertes de crédit qui est considérée comme suffisante par la direction pour absorber toutes les pertes de crédit découlant de son portefeuille. Des provisions particulières sont constituées à la suite d'examen des prêts individuels. Une provision d'un autre type a été établie, appelée provision générale, qui vise certains secteurs plutôt que des prêts individuels. Cette provision est constituée lorsque la direction juge, à la suite d'une évaluation prudente, que des pertes sont survenues, mais qu'il n'est pas encore possible de déterminer quels prêts pourraient être touchés.

Décomptabilisation

La Société conclut des transactions au cours desquelles elle transfère les actifs financiers comptabilisés dans son bilan. La décision quant à la décomptabilisation des actifs financiers est prise en fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés. Les profits et les pertes et les produits tirés des frais de gestion liés aux actifs financiers qui sont décomptabilisés sont inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat. Les transactions relatives aux actifs financiers qui ne sont pas décomptabilisés sont comptabilisées à titre de transactions de financement garanties.

Commissions de vente différées

Les commissions versées à la vente de certains fonds communs de placement sont différées et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans. Les commissions versées à la vente de dépôts sont différées et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de cinq ans. Lorsqu'un client fait racheter des parts dans des fonds communs de placement assortis de frais d'acquisition différés, ce client verse des frais de rachat, qui sont constatés par la Société à titre de produits. Tout actif lié aux commissions de vente différées non amorties restantes constaté à la vente initiale de ces parts de fonds communs de placement est inscrit à titre de cession. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente différées à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société a, entre autres, effectué le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente différées par rapport à sa valeur comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, qui sont incluses dans le poste Autres actifs, sont constatées au coût présumé de 275,0 M\$ au 30 juin 2011 (267,5 M\$ au 31 décembre 2010; 260,7 M\$ au 1^{er} janvier 2010), moins l'amortissement cumulé de 169,4 M\$ (162,8 M\$ au 31 décembre 2010; 159,0 M\$ au 1^{er} janvier 2010). Les immeubles, le mobilier et le matériel sont amortis selon un mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, qui varie de 3 à 10 ans pour le matériel et le mobilier, et qui est de 10 à 50 ans pour les immeubles et leurs composantes. Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Goodwill et immobilisations incorporelles

La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des frais de vente et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie).

Les contrats de gestion de fonds communs de placement sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisque les droits contractuels relatifs à la gestion des actifs n'ont pas de durée déterminée.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon un mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de 20 ans. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les appellations commerciales sont considérées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisqu'elles génèrent des produits au sein de l'ensemble des activités intégrées de gestion de l'actif de la Société et que cette dernière prévoit les utiliser dans un avenir prévisible.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Avantages du personnel

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes complémentaires de retraite des cadres (les « RCRC ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

Le régime de retraite à prestations définies offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. Une évaluation actuarielle à des fins de capitalisation est effectuée tous les trois ans; la plus récente évaluation a été faite au 31 décembre 2009 et la prochaine évaluation requise sera effectuée au 31 décembre 2012.

Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite acquis par les employés est déterminé actuariellement selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses de la direction concernant le taux de rendement prévu des actifs des régimes à long terme, les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des régimes de retraite. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les passifs sont établis à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une cote AA. Les actifs des régimes de retraite à prestations définies sont investis dans nos fonds communs de placement d'actions, à revenu fixe et équilibrés exclusifs et sont inscrits à la juste valeur.

Les charges ou produits au titre des avantages du personnel sont inclus dans les frais autres que les commissions et ils comprennent le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite offerts au titre des services rendus durant l'exercice en cours, le coût financier sur le passif au titre des prestations constituées et le rendement prévu de l'actif du régime. Les charges ou produits au titre des avantages du personnel comprennent également les coûts et crédits des services passés relatifs au régime de retraite, aux RCRC et aux autres régimes d'avantages complémentaires de retraite. Les coûts ou les crédits des services passés à l'égard desquels les droits ne sont pas acquis sont amortis sur la période d'acquisition des droits, soit la durée d'utilité résiduelle moyenne prévue du groupe d'employés touchés pour ce qui est du régime de retraite et des RCRC et jusqu'à la date d'admissibilité intégrale pour ce qui est des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite. Les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis sont constatés immédiatement dans les charges ou les produits au titre des avantages.

La Société constate les écarts actuariels pour la période au cours de laquelle ils surviennent dans les autres éléments du résultat global.

L'actif ou le passif au titre des prestations constituées représente l'écart cumulatif entre les charges et les cotisations de capitalisation et est inclus dans les autres actifs ou les autres passifs.

Paiements fondés sur des actions

La Société utilise la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés. La juste valeur des options sur actions est déterminée à chaque date d'attribution. La charge de rémunération est constatée sur la période durant laquelle les droits sur les options sur actions deviennent acquis, ce qui se traduit par une hausse proportionnelle du surplus d'apport. Lorsque des options sur actions sont exercées, le produit et le montant enregistré au surplus d'apport sont ajoutés au capital social.

Impôt sur le résultat

La Société utilise la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser l'impôt sur le résultat, en vertu de laquelle les actifs et les passifs d'impôt différé reflètent les incidences fiscales futures prévues des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale et les reports de pertes fiscales. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont mesurés en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer à la date de résorption prévue des différences temporelles.

Résultat par action

Le résultat de base par action est déterminé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est déterminé de la même façon que le résultat de base par action, sauf que le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation inclut l'effet dilutif potentiel des options sur actions en cours attribuées par la Société, tel qu'il a été déterminé par la méthode du rachat d'actions.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer le risque actions et le risque de taux d'intérêt. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

La Société documente officiellement toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement entre tous les dérivés et des actifs et des passifs précis aux bilans consolidés ou des opérations futures prévues. La Société évalue aussi officiellement, au moment de la mise en place de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts.

Les instruments dérivés précisément désignés comme instruments de couverture et respectant les critères d'efficacité de couverture contrebalancent les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est désignée soit comme une couverture de flux de trésorerie, soit comme une couverture de juste valeur. Une couverture de flux de trésorerie exige que la variation de la juste valeur du dérivé, dans la mesure où elle est efficace, soit comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, qui sont reclassés dans les comptes consolidés de résultat lorsque l'élément couvert a une incidence sur le résultat. La variation de la juste valeur de la partie inefficace du dérivé de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat. Une couverture de juste valeur exige que la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert soient toutes deux comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat.

Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur dans les bilans consolidés, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire. Ces swaps nécessitent l'échange périodique de versements d'intérêts nets sans l'échange du capital notionnel sur lequel les versements sont fondés. Ces instruments ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

La Société conclut également des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré afin de gérer son exposition aux fluctuations du rendement total de ses actions ordinaires liées à des ententes de rémunération différée. Les swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré nécessitent l'échange de versements contractuels nets périodiquement ou à l'échéance, sans l'échange du notionnel sur lequel les versements sont fondés. Certains de ces instruments ne sont pas désignés comme instruments de couverture, auquel cas les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Frais autres que les commissions des comptes consolidés de résultat.

Les dérivés non désignés comme instruments de couverture continuent d'être utilisés conformément aux politiques de gestion des risques de la Société, qui surveille leur efficacité en tant que couvertures économiques même si les exigences liées à l'application de la comptabilité de couverture ne sont pas respectées.

Modifications comptables futures

La Société continue de suivre les modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et d'analyser l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9, qui modifie les critères de classement et d'évaluation des instruments financiers qui sont dans le champ d'application d'IAS 39. La norme est actuellement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. On prévoit cependant que l'IASB publiera un exposé-sondage proposant un report de l'entrée en vigueur de la norme au-delà de cette date.

IFRS 10, États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10, qui présente un modèle de consolidation unique pour toutes les entités. Cette norme porte sur le contrôle, y compris les droits détenus par un investisseur quant aux rendements variables liés à sa participation dans l'entreprise détenue et la capacité de l'investisseur d'influer sur ces rendements grâce au pouvoir qu'il exerce sur l'entreprise détenue. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES *(suite)*

Modifications comptables futures (suite)

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

L'IASB a publié IFRS 12, qui intègre dans une seule norme toutes les dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui concerne les participations dans des filiales, des accords conjoints, des entreprises associées et des entreprises structurées non consolidées. Les dispositions relatives aux informations à fournir donnent les renseignements nécessaires pour évaluer la nature de la participation d'une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont liés, de même que l'incidence de ces participations sur les états financiers de l'entité. La norme est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 13, Évaluation à la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 afin de réunir dans une seule norme toutes les directives relatives à l'information à fournir et à l'évaluation à l'égard de la juste valeur. La juste valeur se définit comme le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou versé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction volontaire entre des intervenants du marché. En vertu de cette norme, les informations à fournir dans les états financiers sont plus complètes. La norme est en vigueur de façon prospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IAS 1, Présentation des états financiers

L'IASB a modifié IAS 1 en ce qui concerne la présentation des autres éléments du résultat global. Ces modifications ont pour principal effet d'obliger les entités à regrouper les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global selon qu'ils seront ou non reclassés ultérieurement dans le résultat net. Les modifications sont appliquées de manière rétrospective et entrent en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012.

IAS 19, Avantages du personnel

L'IASB a publié IAS 19, qui modifie les critères d'évaluation et de présentation des régimes à prestations définies. Au nombre des changements apportés figure ce qui suit :

- l'élimination de la méthode de la réduction du coût (l'approche du corridor) lors de la comptabilisation des écarts actuariels dans le résultat net. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et ne sont pas reclassés dans le résultat net au cours de périodes ultérieures.
- des changements dans la comptabilisation des coûts des services passés. Les coûts des services passés découlant des changements ou des réductions des régimes sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle les changements ou les réductions sont survenus, sans égard à l'acquisition des droits.
- l'élimination du concept de rendement attendu des actifs. IAS 19 révisée exige le recours au taux d'actualisation plutôt qu'au rendement attendu des actifs pour déterminer la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite.

Les informations à fournir dans les états financiers sont plus exhaustives en vertu de la norme modifiée. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

2. TITRES

	30 JUIN 2011		31 DÉCEMBRE 2010		1 ^{ER} JANVIER 2010	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente :						
Actions ordinaires	8 687 \$	7 666 \$	8 687 \$	7 698 \$	236 383 \$	237 085 \$
Fonds d'investissement exclusifs	26 339	28 887	33 326	37 794	41 259	41 341
Titres à revenu fixe	196 149	197 696	243 939	243 748	314 260	315 387
	231 175	234 249	285 952	289 240	591 902	593 813
Juste valeur par le biais du résultat net :						
Obligations hypothécaires du Canada	220 432	213 362	647 318	637 850	647 318	624 703
Titres à revenu fixe	31 062	28 922	31 301	27 601	31 443	27 743
	251 494	242 284	678 619	665 451	678 761	652 446
	482 669 \$	476 533 \$	964 571 \$	954 691 \$	1 270 663 \$	1 246 259 \$

Disponibles à la vente

Titres à revenu fixe

La Société détenait un portefeuille diversifié de titres à revenu fixe, qui totalisait 197,7 M\$ au 30 juin 2011. Ce portefeuille était composé d'acceptations bancaires de 19,9 M\$, de billets de dépôt de premier rang de banques à charte canadiennes d'un montant de 83,5 M\$ et d'obligations de sociétés et autres titres de 94,3 M\$.

Juste valeur par le biais du résultat net

Obligations hypothécaires du Canada

Dans le cadre de ses activités de gestion du risque de taux d'intérêt liées à ses activités bancaires hypothécaires, la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada, lesquelles ont par la suite été vendues en vertu de pensions livrées sur titres qui représentent des transactions à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a vendu des titres pour un montant de 425,6 M\$ et a réglé un montant de 427,6 M\$ sur les obligations de rachat.

Les titres restants avaient une juste valeur de 213,4 M\$ au 30 juin 2011. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût amorti et avait une valeur comptable de 214,3 M\$. Les charges d'intérêts relatives à ces obligations sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les comptes consolidés de résultat.

Titres à revenu fixe

Au 30 juin 2011, les titres à revenu fixe totalisant 28,9 M\$ étaient composés des billets restructurés des conduits multicédants du véhicule d'actifs cadre (le « VAC »). En 2011, la juste valeur des billets sous-jacents a augmenté de 1,5 M\$; cette hausse a été contrebalancée par des paiements de capital et d'intérêts de 0,2 M\$ reçus à l'égard de billets restructurés des conduits multicédants du VAC.

L'évaluation des billets restructurés des conduits multicédants du VAC par la Société était fondée sur son appréciation des conditions en vigueur au 30 juin 2011. La juste valeur estimative reflète la répartition des billets à taux variable que la Société a reçus et qui devraient venir à échéance en janvier 2017. La Société a estimé la juste valeur de la composante des billets de premier rang et des billets subordonnés en actualisant les flux de trésorerie prévus selon des taux comparables aux taux de rendement en vigueur sur les marchés et selon les différentiels de taux disponibles pour les titres ayant des caractéristiques semblables à celles des billets restructurés, et d'autres données relatives au marché qui reflètent la meilleure information disponible à laquelle a accès la Société. La juste valeur des billets reflète à long terme à taux variable liés aux actifs non admissibles a été évaluée selon les données observables du marché provenant de sources d'établissement des prix indépendantes ou en utilisant les flux de trésorerie actualisés prévus reflétant la meilleure information disponible de la Société, incluant une référence aux taux en vigueur sur les marchés pour les instruments d'emprunt sur le marché canadien.

3. PRÊTS

	ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE			TOTAL 30 JUIN 2011	TOTAL 31 DÉCEMBRE 2010	TOTAL 1 ^{ER} JANVIER 2010
	1 AN OU MOINS	1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS			
Prêts et créances						
Prêts hypothécaires résidentiels	328 874 \$	3 201 438 \$	6 830 \$	3 537 142 \$	3 590 629 \$	3 389 155 \$
Prêts hypothécaires commerciaux	–	379	–	379	393	423
	328 874	3 201 817	6 830	3 537 521	3 591 022	3 389 578
Prêts à l'investissement	251 217	14 445	10 926	276 588	283 570	305 335
	580 091 \$	3 216 262 \$	17 756 \$	3 814 109	3 874 592	3 694 913
Moins : provision générale				4 331	4 338	6 943
				3 809 778	3 870 254	3 687 970
Détenus à des fins de transaction						
				472 193	224 398	240 391
				4 281 971 \$	4 094 652 \$	3 928 361 \$

La provision pour pertes de crédit a varié comme suit :

Solde au début	4 338 \$	6 943 \$
Radiations	(58)	(121)
Recouvrements	13	20
Dotation à la provision pour pertes de crédit	38	(2 504)
Solde à la fin	4 331 \$	4 338 \$

Au 30 juin 2011, les prêts douteux totalisaient 798 \$ (1 106 \$ au 31 décembre 2010; 1 495 \$ au 1^{er} janvier 2010).

Les produits d'intérêts sur les prêts classés comme prêts et créances ont totalisé 80,9 M\$ (81,2 M\$ en 2010). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 41,0 M\$ (30,4 M\$ en 2010). Ces montants ont été inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits.

4. TITRISATIONS

La Société conclut des transactions qui donnent lieu au transfert d'actifs financiers à des tiers.

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs commandité par des banques canadiennes. La Société a conservé certains éléments du risque de crédit associés aux actifs transférés. Cependant, le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société est limité aux droits conservés par cette dernière, et la quasi-totalité des prêts hypothécaires titrisés sont assurés. La section intitulée « Instruments financiers » du rapport de gestion de la Société contenu dans le rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2011 présente plus de renseignements sur la gestion du risque de crédit. La Société conserve le risque lié aux paiements anticipés à l'égard des prêts titrisés. Par conséquent, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans à une valeur comptable de 3,43 G\$ au 30 juin 2011 (3,47 G\$ au 31 décembre 2010; 3,26 G\$ au 1^{er} janvier 2010), et elle a constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation un passif correspondant de 3,51 G\$ (3,51 G\$ au 31 décembre 2010; 3,31 G\$ au 1^{er} janvier 2010), lequel est comptabilisé au coût amorti.

Les droits conservés par la Société à l'égard des prêts titrisés comprennent les comptes de réserve et les droits à la marge excédentaire future. Ils comprennent également la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire (le « swap lié au compte de réinvestissement du capital »), reflétée dans les états financiers de la Société à titre de dérivé d'une juste valeur de (31,7) M\$ au 30 juin 2011 [(26,1) M\$ au 31 décembre 2010; 10,2 M\$ au 1^{er} janvier 2010]. Les droits conservés sont subordonnés aux droits des investisseurs dans des

4. TITRISATIONS *(suite)*

structures de titrisation (les « acheteurs »). Les acheteurs n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société si les détenteurs de prêts hypothécaires sont en défaut de paiement à l'échéance. Au 30 juin 2011, la juste valeur du total des droits conservés, y compris le swap lié au compte de réinvestissement du capital, se chiffrait à 75,9 M\$ (107,0 M\$ au 31 décembre 2010; 173,6 M\$ au 1^{er} janvier 2010).

Les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts hypothécaires titrisés soient assurés par un assureur approuvé. Au 30 juin 2011, les prêts titrisés de la Société étaient assurés dans une proportion de 98,3 %.

5. DETTE À LONG TERME

ÉCHÉANCE	TAUX	SÉRIE	30 JUIN 2011	31 DÉCEMBRE 2010
9 mai 2011	6,75 %	2001	– \$	450 000 \$
7 mars 2018	6,58 %	2003	150 000	150 000
8 avril 2019	7,35 %	2009	375 000	375 000
13 décembre 2027	6,65 %	1997	125 000	125 000
9 mai 2031	7,45 %	2001	150 000	150 000
31 décembre 2032	7,00 %	2002	175 000	175 000
7 mars 2033	7,11 %	2003	150 000	150 000
10 décembre 2040	6,00 %	2010	200 000	200 000
			1 325 000 \$	1 775 000 \$

Les débetures non garanties sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, à la valeur nominale ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

La dette à long terme est classée comme autre que détenue à des fins de transaction et est comptabilisée au coût amorti.

Les débetures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, sont venues à échéance et ont été remboursées le 9 mai 2011.

6. CAPITAL SOCIAL

Émis et en circulation

	30 JUIN 2011		30 JUIN 2010	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions privilégiées perpétuelles classées dans les capitaux propres :				
Actions privilégiées de premier rang, série B	6 000 000	150 000 \$	6 000 000	150 000 \$
Actions ordinaires :				
Solde au début	259 717 507	1 567 725 \$	262 633 255	1 562 925 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions	924 622	29 749	453 794	13 984
Rachetées aux fins d'annulation	(2 711 300)	(16 497)	(1 390 000)	(8 321)
Solde à la fin	257 930 829	1 580 977 \$	261 697 049	1 568 588 \$

6. CAPITAL SOCIAL *(suite)*

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours du deuxième trimestre de 2011, 711 300 actions (850 000 actions en 2010) ont été rachetées au coût de 35,2 M\$ (29,9 M\$ en 2010). Au cours du semestre clos le 30 juin 2011, 2 711 300 actions (1 390 000 actions en 2010) ont été rachetées au coût de 121,5 M\$ (51,8 M\$ en 2010). Les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux résultats non distribués.

Le 12 avril 2011, la Société a entrepris une offre publique de rachat, en vigueur pour une année, dans le cours normal de ses activités. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 12,9 millions de ses actions ordinaires en circulation, soit 5 % de celles-ci, au 31 mars 2011. Le 12 avril 2010, la Société a entrepris une offre publique de rachat, en vigueur pour une année, dans le cours normal de ses activités. En vertu de cette offre, la Société pouvait racheter jusqu'à 13,1 millions de ses actions ordinaires en circulation, soit 5 % de celles-ci, au 31 mars 2010.

7. GESTION DU CAPITAL

Les politiques, procédures et activités de gestion du capital de la Société sont présentées dans le rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2011 et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2010.

8. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	30 JUIN 2011	31 DÉCEMBRE 2010	1 ^{ER} JANVIER 2010
Options sur actions ordinaires			
– En cours	8 714 613	8 958 494	9 415 005
– Pouvant être exercées	3 937 257	4 234 649	4 541 430

Au cours du deuxième trimestre de 2011, la Société n'a attribué aucune option à des salariés (335 000 en 2010). Au cours du semestre clos le 30 juin 2011, la Société a attribué 872 085 options à des salariés (1 182 125 en 2010). La juste valeur des options attribuées au cours du semestre clos le 30 juin 2011 a été estimée à 6,59 \$ l'option (5,53 \$ en 2010) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution sont les suivantes :

	2011	2010
Prix d'exercice	46,72 \$	42,15 \$
Taux d'intérêt sans risque	3,02 %	3,11 %
Durée de vie attendue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	22,00 %	22,00 %
Taux de rendement attendu	4,39 %	4,87 %

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du prix des actions de la Société sur six années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution. Une tranche des options en cours peut être exercée seulement après que certains objectifs de rendement ont été atteints.

9. GESTION DES RISQUES

Les politiques et procédures de gestion des risques de la Société sont présentées dans le rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2011 et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2010.

10. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société a constaté la charge au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite comme suit :

	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Régime de retraite à prestations définies et régimes complémentaires de retraite des cadres	1 962 \$	994 \$	3 922 \$	1 990 \$
Charge au titre des avantages complémentaires de retraite	392	280	785	561
Total	2 354 \$	1 274 \$	4 707 \$	2 551 \$

11. RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2011	2010	2011	2010
Résultat				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	216 896 \$	178 272 \$	428 726 \$	370 038 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	258 296	262 339	258 792	262 485
Ajouter : exercice potentiel des options sur actions en cours	1 263	1 228	1 100	1 305
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – Dilué	259 559	263 567	259 892	263 790
Résultat par action ordinaire (en dollars)				
– De base	0,84 \$	0,68 \$	1,66 \$	1,41 \$
– Dilué	0,84 \$	0,68 \$	1,65 \$	1,40 \$

12. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En février 2011, après avoir obtenu une décision anticipée, la Société a convenu d'une transaction de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power.

Le 23 février 2011, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,0 G\$. La Société a émis des débetures garanties à 6,00 % totalisant 1,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit. Par conséquent, les actions privilégiées et les débetures, ainsi que les produits de dividendes et les charges connexes, sont contrebalancés dans les états financiers intermédiaires de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

La Société a également accepté d'acquérir les actions d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, qui a enregistré des pertes fiscales découlant d'une transaction semblable à celle qui a été décrite ci-dessus. La Société a constaté l'avantage des pertes fiscales réalisées au 30 juin 2011.

13. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM sont les suivants :

- le Groupe Investors
- Mackenzie
- les Activités internes et autres

Ces secteurs reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière. La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du résultat avant intérêts et impôt.

	2011			
Trimestre clos le 30 juin	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	298 660 \$	181 625 \$	11 449 \$	491 734 \$
Honoraires d'administration	58 297	32 779	1 906	92 982
Honoraires de distribution	47 315	5 381	31 301	83 997
Produits tirés des placements nets et autres produits	12 818	4 045	24 633	41 496
	417 090	223 830	69 289	710 209
Charges				
Commissions	124 891	73 844	30 131	228 866
Frais autres que les commissions	92 094	69 194	10 692	171 980
	216 985	143 038	40 823	400 846
Résultat avant les éléments suivants :	200 105 \$	80 792 \$	28 466 \$	309 363
Charges d'intérêts				26 139
Résultat avant impôt sur le résultat				283 224
Impôt sur le résultat				64 116
Résultat net				219 108
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 212
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires				216 896 \$

13. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2010

Trimestre clos le 30 juin	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	275 719 \$	170 682 \$	9 057 \$	455 458 \$
Honoraires d'administration	54 615	33 094	1 459	89 168
Honoraires de distribution	44 895	6 151	20 900	71 946
Produits tirés des placements nets et autres produits	(6 215)	3 048	23 261	20 094
	369 014	212 975	54 677	636 666
Charges				
Commissions	118 956	72 556	20 493	212 005
Frais autres que les commissions	83 638	67 151	8 227	159 016
	202 594	139 707	28 720	371 021
Résultat avant les éléments suivants :	166 420 \$	73 268 \$	25 957 \$	265 645
Charges d'intérêts				27 571
Résultat avant impôt sur le résultat				238 074
Impôt sur le résultat				57 589
Résultat net				180 485
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 213
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires				178 272 \$

13. INFORMATION SECTORIELLE *(suite)*

	2011			
Semestre clos le 30 juin	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	596 339 \$	364 875 \$	22 582 \$	983 796 \$
Honoraires d'administration	116 187	65 903	3 685	185 775
Honoraires de distribution	95 000	11 750	66 938	173 688
Produits tirés des placements nets et autres produits	34 318	8 579	44 459	87 356
	841 844	451 107	137 664	1 430 615
Charges				
Commissions	249 152	149 622	63 721	462 495
Frais autres que les commissions	177 851	140 867	22 445	341 163
	427 003	290 489	86 166	803 658
Résultat avant les éléments suivants :	414 841 \$	160 618 \$	51 498 \$	626 957
Charges d'intérêts				56 410
Résultat avant impôt sur le résultat				570 547
Impôt sur le résultat				137 396
Résultat net				433 151
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				4 425
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires				428 726 \$
Actifs identifiables	4 917 416 \$	2 259 448 \$	1 354 586 \$	8 531 450 \$
Goodwill	1 347 781	1 169 040	122 700	2 639 521
Total de l'actif	6 265 197 \$	3 428 488 \$	1 477 286 \$	11 170 971 \$

13. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2010

Semestre clos le 30 juin	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	547 402 \$	340 010 \$	17 780 \$	905 192 \$
Honoraires d'administration	109 084	65 771	2 827	177 682
Honoraires de distribution	86 691	12 682	45 422	144 795
Produits tirés des placements nets et autres produits	18 904	6 438	48 964	74 306
	762 081	424 901	114 993	1 301 975
Charges				
Commissions	234 781	147 017	43 903	425 701
Frais autres que les commissions	165 068	136 329	16 646	318 043
	399 849	283 346	60 549	743 744
Résultat avant les éléments suivants :	362 232 \$	141 555 \$	54 444 \$	558 231
Charges d'intérêts				54 873
Résultat avant impôt sur le résultat				503 358
Impôt sur le résultat				127 640
Résultat net				375 718
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				5 680
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires				370 038 \$
Actifs identifiables	5 196 736 \$	2 378 573 \$	1 543 454 \$	9 118 763 \$
Goodwill	1 347 781	1 172 750	98 908	2 619 439
Total de l'actif	6 544 517 \$	3 551 323 \$	1 642 362 \$	11 738 202 \$

14. TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2011 seront les premiers états financiers consolidés annuels conformes aux IFRS, et les états financiers intermédiaires ont été préparés comme il est décrit à la note 1, et comprennent l'application d'IFRS 1. IFRS 1 exige d'une entité qu'elle mentionne l'adoption des IFRS dans ses premiers états financiers consolidés annuels préparés conformément aux IFRS dans une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS incluse dans les états financiers en question. La Société formulera cette déclaration lorsqu'elle publiera ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2011.

IFRS 1 exige également que des informations financières comparatives soient présentées. Par conséquent, la première date d'application des IFRS, pour la Société, est le 1^{er} janvier 2010 (la « date de transition »). IFRS 1 exige que les nouveaux adoptants appliquent de façon rétrospective toutes les normes IFRS en vigueur à la date de clôture, soit le 31 décembre 2011 pour la Société. Cependant, IFRS 1 accorde aussi aux nouveaux adoptants certaines exemptions optionnelles et certaines exceptions obligatoires.

14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Choix initiaux au moment de l'adoption

Les exemptions à l'application rétrospective de l'ensemble des IFRS retenues appliquées en vertu d'IFRS 1 par la Société lors du passage du référentiel comptable antérieur aux IFRS sont les suivantes :

a) *Regroupements d'entreprises :*

IFRS 1 permet d'appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, de façon rétrospective ou prospective à partir de la date de transition. L'application rétrospective nécessiterait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition. La Société a choisi de ne pas appliquer IFRS 3 de façon rétrospective aux regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition, et ces regroupements d'entreprises n'ont pas été retraités. La valeur comptable de tout goodwill découlant des regroupements d'entreprises avant la date de transition, déterminée en vertu du référentiel comptable antérieur, n'a pas été retraitée par suite de l'application de ces exemptions.

b) *Avantages du personnel :*

IFRS 1 permet d'appliquer de façon rétrospective IAS 19, *Avantages du personnel*, pour la constatation des écarts actuariels, ou encore que les écarts actuariels cumulés différés en vertu du référentiel comptable antérieur soient constatés dans les résultats non distribués d'ouverture à la date de transition. La Société a choisi de constater tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition dans les résultats non distribués d'ouverture pour tous les régimes d'avantages du personnel.

c) *Juste valeur comme coût présumé :*

IFRS 1 donne la possibilité d'évaluer un élément des immobilisations corporelles à sa juste valeur à la date de transition et d'utiliser cette juste valeur comme coût présumé à cette date. La Société a décidé d'appliquer cette option à certains éléments de ses immobilisations corporelles.

Rapprochements du référentiel comptable antérieur et des IFRS

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre le résultat net, le résultat global, les capitaux propres, les flux de trésorerie et le bilan en vertu du référentiel comptable antérieur et des IFRS.

Rapprochement du résultat net

		2010		
		TRIMESTRE	SEMESTRE	EXERCICE
		CLOS LE	CLOS LE	CLOS LE
	NOTE	30 JUIN	30 JUIN	31 DÉCEMBRE
Résultat net en vertu du référentiel comptable antérieur		181 332 \$	363 511 \$	735 585 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur le résultat net présenté (déduction faite de l'impôt) :				
Décomptabilisation	i	(3 464)	9 016	25 619
Commissions de vente différées	ii	2 006	2 541	8 913
Rémunération fondée sur des actions	iii	22	251	260
Immobilisations corporelles	iv	(16)	37	31
Avantages du personnel	v	(214)	(430)	(13 700)
Participation dans une société affiliée	vi	685	373	(1 086)
Impôt sur le résultat différé	vii	61	199	319
Provisions	viii	79	93	(2 924)
Regroupements d'entreprises	ix	–	–	(9 330)
Autres		(6)	127	828
		(847)	12 207	8 930
Résultat net en vertu des IFRS		180 485 \$	375 718 \$	744 515 \$

14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Rapprochements du référentiel comptable antérieur et des IFRS *(suite)*

Rapprochement du résultat global

	NOTE	2010		
		TRIMESTRE	SEMESTRE	EXERCICE
		CLOS LE 30 JUIN	CLOS LE 30 JUIN	CLOS LE 31 DÉCEMBRE
Résultat global en vertu du référentiel comptable antérieur		159 290 \$	336 044 \$	725 098 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur le résultat global présenté (déduction faite de l'impôt) :				
Augmentation du résultat net attribuable aux IFRS		(847)	12 207	8 930
Pertes actuarielles liées aux régimes d'avantages du personnel	v	(6 090)	(12 180)	(24 359)
Participation dans une société affiliée	vi	(312)	916	833
		(7 249)	943	(14 596)
Résultat global en vertu des IFRS		152 041 \$	336 987 \$	710 502 \$

Rapprochement des capitaux propres

	NOTE	2010		
		1 ^{ER} JANVIER	30 JUIN	31 DÉCEMBRE
		Capitaux propres en vertu du référentiel comptable antérieur		4 424 813 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les capitaux propres présentés (déduction faite de l'impôt) :				
Décomptabilisation	i	(90 752)	(81 736)	(65 133)
Commissions de vente différées	ii	(1 127)	1 414	7 786
Immobilisations corporelles	iv	8 299	8 336	8 330
Avantages du personnel	v	1 537	(11 073)	(36 522)
Participation dans une société affiliée	vi	(23 467)	(22 098)	(23 519)
Impôt sur le résultat différé	vii	(2 786)	(2 587)	(2 467)
Provisions	viii	(22 820)	(22 727)	(25 744)
Regroupements d'entreprises	ix	–	–	(9 330)
Autres		239	(143)	(1 574)
		(130 877)	(130 614)	(148 173)
Capitaux propres en vertu des IFRS		4 293 936 \$	4 316 447 \$	4 327 356 \$

14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Rapprochements du référentiel comptable antérieur et des IFRS (suite)

Rapprochement des flux de trésorerie

	SEMESTRE CLOS LE NOTE 30 JUIN 2010
Activités opérationnelles :	
Flux de trésorerie opérationnels en vertu du référentiel comptable antérieur	370 346 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les flux de trésorerie opérationnels présentés :	
Augmentation du résultat net attribuable aux IFRS	12 207
Décomptabilisation	i (44 896)
Impôt sur le résultat différé	4 838
Autres	(4 289)
Flux de trésorerie opérationnels en vertu des IFRS	338 206 \$
Activités financières :	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement en vertu du référentiel comptable antérieur	(358 123) \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les flux de trésorerie liés aux activités de financement présentés :	
Décomptabilisation	i 53 012
Flux de trésorerie liés aux activités de financement en vertu des IFRS	(305 111) \$
Activités d'investissement :	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en vertu du référentiel comptable antérieur	157 026 \$
Différences de comptabilisation ayant une incidence à la hausse (à la baisse) sur les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement présentés :	
Décomptabilisation	i (20 872)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en vertu des IFRS	136 154 \$

14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Rapprochements du référentiel comptable antérieur et des IFRS *(suite)*

Rapprochement du bilan

1^{er} JANVIER 2010

	NOTE	RÉFÉRENTIEL COMPTABLE ANTÉRIEUR	ÉCART	IFRS
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		945 081 \$	– \$	945 081 \$
Titres		1 246 259	–	1 246 259
Prêts	i	671 556	3 256 805	3 928 361
Participation dans une société affiliée	vi	598 221	(23 467)	574 754
Commissions de vente différées	ii	850 082	(2 655)	847 427
Autres actifs	i, iv, v	592 908	(122 755)	470 153
Immobilisations incorporelles	vii	1 128 280	(7 011)	1 121 269
Goodwill		2 613 532	–	2 613 532
		8 645 919 \$	3 100 917 \$	11 746 836 \$
Passif				
Dépôts et certificats		907 343 \$	– \$	907 343 \$
Pensions livrées sur titres		629 817	–	629 817
Autres passifs	i, v, viii	780 329	(38 129)	742 200
Impôt sur le résultat différé		328 617	(40 161)	288 456
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	i	–	3 310 084	3 310 084
Dette à long terme		1 575 000	–	1 575 000
		4 221 106	3 231 794	7 452 900
Capitaux propres				
Capital social				
Actions privilégiées perpétuelles		150 000	–	150 000
Actions ordinaires		1 562 925	–	1 562 925
Surplus d'apport	iii	32 702	5 143	37 845
Résultats non distribués		2 737 785	(203 569)	2 534 216
Cumul des autres éléments du résultat global		(58 599)	67 549	8 950
		4 424 813	(130 877)	4 293 936
		8 645 919 \$	3 100 917 \$	11 746 836 \$

14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Changements de méthodes comptables

En plus des exemptions et des exceptions dont il a déjà été question, il existe un certain nombre de différences entre les méthodes comptables en vertu du référentiel comptable antérieur de la Société et les méthodes comptables en vertu des IFRS qu'elle applique actuellement. Les paragraphes qui suivent décrivent ces différences.

i. Décomptabilisation

Référentiel comptable antérieur – La décomptabilisation se définissait principalement par l'abandon du contrôle sur les actifs transférés afin de décomptabiliser ces actifs et de constater une vente.

IFRS – La décomptabilisation porte, dans une plus grande mesure, sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété afin de décomptabiliser les actifs et de constater une vente en vertu des IFRS. Par conséquent, les transactions de titrisation de la Société sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis conformément aux IFRS plutôt que comme des ventes, ce qui donne lieu à une augmentation du total de l'actif et du passif constaté dans les bilans consolidés.

L'augmentation des soldes de prêts hypothécaires était de 3,5 G\$ au 31 décembre 2010 (3,3 G\$ au 30 juin 2010; 3,3 G\$ au 1^{er} janvier 2010) et était accompagnée d'une augmentation proportionnelle du passif. Certains autres actifs et passifs liés aux prêts hypothécaires qui étaient comptabilisés en vertu du référentiel comptable antérieur, y compris les droits conservés, certains instruments dérivés et des passifs de gestion, ont été ajustés en conséquence. Au 31 décembre 2010, la diminution des autres actifs se chiffrait à 91 M\$ (111 M\$ au 30 juin 2010; 129 M\$ au 1^{er} janvier 2010) et la diminution des autres passifs se chiffrait à 85 M\$ (83 M\$ au 30 juin 2010; 55 M\$ au 1^{er} janvier 2010).

De plus, puisque ces transactions sont traitées comme des transactions de financement plutôt que comme des transactions de vente, un ajustement transitoire doit être apporté au solde d'ouverture des résultats non distribués en vue de refléter cette modification du traitement comptable. Les résultats non distribués, les produits et les charges d'ouverture ont été ajustés pour tenir compte de cette modification.

ii. Commissions de vente différées

Référentiel comptable antérieur – Les commissions de vente différées étaient considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée en vertu du référentiel comptable antérieur. Le référentiel comptable antérieur ne traite pas précisément de la question de la cession des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et, par conséquent, la Société a utilisé une période d'amortissement plus courte pour tenir compte des cessions.

IFRS – Les commissions de vente différées sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée en vertu des IFRS. Les IFRS traitent plus particulièrement de la méthode de comptabilisation de l'amortissement et de la cession des immobilisations incorporelles. Les résultats non distribués d'ouverture et les charges ont été ajustés pour tenir compte de cette modification.

iii. Paiements fondés sur des actions

Référentiel comptable antérieur – Dans le cas des attributions de droits fondés sur des actions, la juste valeur totale du droit était constatée selon un mode linéaire sur la période d'emploi nécessaire à l'acquisition des droits.

IFRS – Chaque tranche d'un droit à acquisition graduelle est considérée comme une attribution distincte, avec une date d'acquisition des droits différente. Chaque attribution est comptabilisée selon ce principe. Les résultats non distribués d'ouverture, le surplus d'apport et les charges liés aux droits fondés sur des actions ont été ajustés pour tenir compte de cette modification.

iv. Immobilisations corporelles

IFRS – En vertu d'IFRS 1, la Société a choisi de constater certaines immobilisations corporelles à la juste valeur à la date de transition et d'utiliser cette valeur comme coût présumé en vertu des IFRS. La juste valeur totale des actifs auxquels ce choix a été appliqué était de 34,3 M\$. Par suite de la hausse de la juste valeur, les résultats non distribués d'ouverture ont augmenté de 8,6 M\$. Cet ajustement n'a pas eu d'incidence significative sur la charge d'amortissement.

14. TRANSITION AUX IFRS *(suite)*

Changements de méthodes comptables (suite)

v. *Avantages du personnel*

IFRS – Conformément à IFRS 1, la Société a décidé de constater tous les écarts actuariels non amortis dans le solde d'ouverture des résultats non distribués. De plus, en vertu des IFRS, les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis doivent être constatés immédiatement dans les charges ou les produits au titre des avantages. Par conséquent, les soldes des résultats non distribués d'ouverture et des charges ont été ajustés. La Société a décidé de constater les écarts actuariels liés à ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global plutôt que de les amortir dans le résultat.

vi. *Participation dans une société affiliée*

La participation de la Société dans sa société affiliée est constatée au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Le solde des résultats non distribués d'ouverture, le cumul des autres éléments du résultat global et la quote-part du résultat reflètent les changements apportés par l'entreprise émettrice lors de sa conversion aux IFRS.

vii. *Impôt sur le résultat différé*

Référentiel comptable antérieur – Le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises a été ajusté en fonction de l'incidence fiscale des différences de comptabilisation entre le coût aux fins de la comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition.

IFRS – Le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises n'est pas ajusté en fonction de l'incidence fiscale sur les différences de comptabilisation entre le coût aux fins de la comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition. Le solde des résultats non distribués d'ouverture et des charges a été ajusté pour refléter la différence entre les charges au titre de l'amortissement liées à certaines immobilisations incorporelles lorsque l'impôt différé fait augmenter le coût des actifs acquis.

viii. *Provisions*

Référentiel comptable antérieur – Un passif éventuel était constaté par suite d'une transaction ou d'un événement passé s'il était probable que la transaction ou l'événement donnerait lieu à une perte et que le montant de la perte pouvait être raisonnablement estimé.

IFRS – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. En vertu du référentiel comptable antérieur, le critère de constatation « probable » se situait à un seuil plus élevé que le « probable » en vertu des IFRS. Par conséquent, un plus grand nombre de provisions est constaté en vertu des IFRS. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, les IFRS prévoient l'utilisation de la moyenne pondérée de tous les résultats possibles, ou de la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles.

ix. *Regroupements d'entreprises*

Référentiel comptable antérieur – Sous réserve de certaines conditions, les coûts liés à un plan visant à abandonner des activités d'une entreprise acquise, à mettre fin de façon involontaire à l'emploi des membres du personnel ou à déplacer les membres du personnel d'une entreprise acquise étaient des passifs repris lors de l'acquisition et étaient compris dans la répartition du coût d'acquisition.

IFRS – Les provisions au titre de la restructuration sont comprises dans les passifs acquis seulement lorsque l'entreprise acquise a constaté un passif existant au titre de la restructuration conformément aux IFRS en vigueur. Par conséquent, les provisions au titre de la restructuration constatées dans la répartition du prix d'achat en vertu du référentiel comptable antérieur sont passées en charges dans le résultat en vertu des IFRS.

Renseignements aux actionnaires

Siège social

447 Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3B6
Téléphone : 204-943-0361
Télécopieur : 204-947-1659

Auditeurs

Deloitte & Touche s.r.l.

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Société de fiducie
Computershare du Canada
Téléphone : 1-800-564-6253
service@computershare.com
600-530 8th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3S8
1969 Upper Water Street
Suite 2008, Purdy's Wharf Tower II
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3R7
1500, rue University, 7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
510 Burrard Street, 2nd Floor
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6C 3B9

Inscription en Bourse

Bourse de Toronto

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto sous les symboles boursiers suivants :
Actions ordinaires : IGM
Actions privilégiées de premier rang, série B : IGM.PR.B

Renseignements aux actionnaires

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, communiquez avec :

Gregory D. Tretiak
Vice-président exécutif
et chef des services financiers
Téléphone : 204-956-8748
Télécopieur : 204-956-1446
greg.tretiak@investorsgroup.com

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du secrétaire général au 204-956-8383 ou visitez notre site Web au www.igmfinc.com.

If you wish to receive an English language version of this report, please contact IGM Financial Inc.'s Secretary, 447 Portage Avenue, Winnipeg (Manitoba) R3C 3B6

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

La Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'entremise de la Bourse de Toronto, du 12 avril 2011 au 11 avril 2012. Pendant la durée de l'offre, la Société entend racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 12 919 631 actions ordinaires, soit environ 5 % de son capital en circulation. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire du document relatif à cette offre en communiquant avec le Secrétariat général au siège social de la Société.

Sites Web

Visitez nos sites Web, aux adresses suivantes :
www.igmfinc.com
www.groupeinvestors.com
www.mackenziefinancial.com
www.ipcc.ca

La Société financière IGM Inc. fait partie du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power.

^{MC} Marques de commerce de la Société financière IGM Inc., utilisées sous licence par ses filiales.

Investment Planning Counsel est une marque de commerce d'Investment Planning Counsel Inc., utilisée avec son autorisation.

* Marques de commerce de la Corporation Financière Mackenzie ou de ses filiales, utilisées avec leur autorisation.

[†] Solutions Bancaires est une marque de commerce de la Corporation Financière Power, utilisée sous licence par la Banque Nationale du Canada. La Banque Nationale du Canada est souscripteur des produits et services Solutions Bancaires. Morningstar et les cotes Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Research Inc.

« Rapport du deuxième trimestre de 2011 de la Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2011

Financière™
IGM

 **Groupe
Investors™**

Mackenzie 
PLACEMENTS*

 **Investment
Planning Counsel™**
SOLUTIONS FINANCIÈRES PENDANT LA VIE